le monde libertaire
hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire

Éducation soumise
lycéens debout

M 02137 - 1514 - F: 2,00 €
2 €
ISSN 0026-9433

« L'histoire des peuples dans l'histoire, c'est l'histoire de leur lutte contre l'État. »
Pierre Clastres

hebdo n° 1514
du 24 au 30 avril 2008

Sommaire

Motion **éducation du congrès de FTE-CNT,** *page 4*

Enseignants, lycéens et parents toujours mobilisés par Fred, *page 5*

Brèves de combat et communiqués, *page 6*

Éduquer pour penser et non pas obéir, par SUD Educ-Créteil, *page 7*

L'autruche se prononce pour acculer Darcos, *page 7*

L'effet de serre et la surproduction alimentaire, par Guéna, *page 8*

La **famine** est une bombe à mèche courte, par J.-P. Tertrais, *page 9*

La **SNCF** nous flique et le revendique, par Djo, *page 11*

M. Rajsfus allume notre petit grand président, *page 12*

Les anars d'**Alsace** et d'**Allemagne** ensemble, *page 14*

La **Chine** va dans le mur, par P. Sommermeyr, *page 15*

Il n'y a plus d'**idéologie,** par T. Lodé, *page 17*

Fable moderne, par Galina, *page 18*

Le dernier livre de R. **Schérer** présenté par Pathote, *page 19*

M. Cailloux était au concert de **Dominique Grange,** *page 20*

9e Salon du livre au **Québec,** *page 20*

Le **1er mai à Toulon,** pic nic anar, *page 21*

Meeting libertaire à Saint-Denis le 30 mai, *page 21*

Le **Monde libertaire hors série spécial 68** se dévoile, *page 21*

Radio libertaire, *page 22*

Agenda, *page 23*

Bulletin d'abonnement

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 nos	20 €	27 €
6 mois, 25 nos	38 €	46 €
1 an, 45 nos	61 €	77 €

Abonnement de soutien
1 an, 45 nos 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine . Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC : CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP.

Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

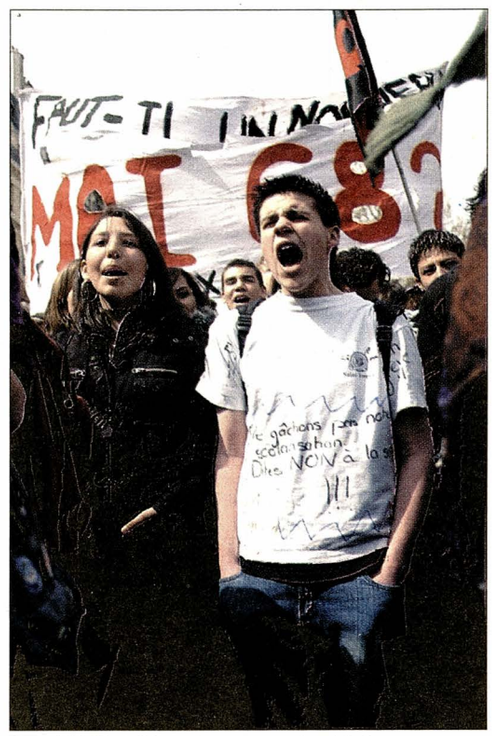
Editorial

Quand Nicolas Sarkozy annonce dans *Le Monde* qu'il veut « rendre les organisations professionnelles plus fortes et plus responsables », ce n'est pas pour se pencher sur les problèmes de ceux qui triment. Ce que ce démagogue cherche à mettre en place, c'est une nouvelle charte du travail, où les syndicats, à la botte, serviraient de courroies de transmission pour faire avaler les couleuvres que lui et ses complices du patronat veulent faire avaler aux trimards qui les font vivre. Le dialogue social dont il se targue ressemble plutôt à une grande braderie où les caciques dévoyés des grandes confédérations sont prêts à tout pour préserver leurs privilèges, aux dépens de ceux qu'ils sont censés représenter. Est-ce à dire que les organisations syndicales ne sont plus à même de défendre les intérêts des classes exploitées ? Non ! C'est de la base que celles-ci doivent se réorganiser et peser pour gagner des batailles dans la guerre des classes. En jouant les « partenaires sociaux » des patrons, c'est contre nous que se retournent nos dirigeants syndicaux. D'après *Le Larousse*, un partenaire est « une personne avec qui on est associé contre d'autres dans un jeu ». Cela a le mérite d'être clair. Le gouvernement veut s'associer dans le jeu social avec les chefs des appareils confédéraux, contre les travailleurs, pour faire passer ses réformes. Celles-ci ont pour but d'abolir les acquis sociaux que nous avons durement conquis au terme de plus de cent années de luttes. Les lycéens qui aujourd'hui descendent dans la rue sont conscient de l'avenir sans espoir que leur préparent les marloux qui nous gouvernent. Ils se révoltent pour préserver leur droit à s'éduquer, gravement mis en cause par la transformation du système éducatif qui se met en place. Dans la société que ces salops mettent en place, il faudra travailler de plus en plus et voir nos conditions d'existence devenir de plus en plus misérables. La santé, l'éducation, la retraite et bon nombre d'autres droits qui nous paraissent aujourd'hui naturels ne seront plus que des privilèges réservés à ceux qui auront les moyens de se les payer.

En ce 19 avril, nous saluons ces courageux militants du Bund, qui, il y a 65 ans, dans le ghetto de Varsovie préférèrent mourir en combattant plutôt que de donner leur vêtements au nazis avant d'être conduits passivement dans les chambres à gaz. Loin des compromission avec les tenants du pouvoir, le dernier d'entre eux, Marek Edelman vient d'envoyer sur les roses les présidents polonais et israëliens qui voulaient commémorer avec lui l'anniversaire de l'insurrection.

Mouvement lycéen

ce n'est qu'un début ?



Copyright : Photothèque du mouvement social.

À la veille des vacances scolaires, un petit retour sur le mouvement lycéen s'impose. Car si l'éducation a toujours été une des cibles préférées des divers gouvernements successifs, de droite comme de gauche, voulant faire des économies là où il ne devrait pas spécialement y avoir lieu d'en faire, avec Sarko le Nabot au pouvoir (beurk !), il ne fallait pas s'attendre à une amélioration.

Réforme par la misère

Dès août 2007, Darcos, ministre de l'éducation, annonce de futures suppressions de postes pour la rentrée prochaine. Cela, avant que sa proposition ne soit votée au Parlement en novembre de la même année. C'est environ 8000 emplois qui passent aux oubliettes dès septembre 2008, et 80000 dans les quatre ans.

Avec l'annonce des chiffres officiels de postes supprimés dans chaque établissement au début de l'année, et celle sur la réforme du Bac pro, décidée sans en avoir discuté avec les principaux interessés, des professeurs se mettent en grève dès janvier, lors d'une manifestation nationale, assez bien suivie. Pendant ce temps, la colère monte aussi chez quelques lycéens. Après, c'est l'histoire de tous les débuts de mouvements. AG, quelques grèves localisées, des lycées bloqués en février pendant quelques jours, et même l'apparition de lycéens lors d'une manif de profs le même mois. Mais c'est fin mars que la mobilisation prend de l'ampleur, quand les lycéens prennent les devants sur les profs et descendent dans la rue très régulièrement. À Paris comme en province (pourtant en vacances), les manifestations se succèdent et s'amplifient de plus en plus début avril. 8000 sur Paris, puis 13000, ils sont 20000 le 10 avril, pour monter jusqu'à 40000 environ le 15 ! Pas de doute donc, le mouvement s'intensifie.

Face à des lycéens motivés, les profs sont bien obligés de se réveiller. Ainsi, le 10 avril, ils sont 20 à 30 % (moyenne nationale) à se mettre en grève. Certes, on a vu mieux, mais avec deux zones en vacances, ce n'est pas si mal… bien qu'on pouvait espérer mieux. Car malgré tout, la mobilisation reste très aléatoire. Par exemple, si à Bagneux (92) on pouvait compter ce jour-là 80 % de profs grévistes, et même 90 % au lycée Van Gogh à Clichy (92), beaucoup d'autres ne comptaient au mieux qu'un gréviste sur quinze. De même, les lycées sont bien plus mobilisés (mouvement lycéen oblige) que les collèges, ou encore le primaire – à la traîne –, et touche en région parisienne beaucoup plus les

lycées de banlieue que ceux de Paris, moins concernés par les suppressions de postes.

Occupations et blocages

Néanmoins, plusieurs établissements du secondaire ont été bloqués à diverses reprises, souvent par profs, parents d'élèves et élèves eux-mêmes réunis; quelques manifestations locales ont aussi eut lieu dans des villes comme Levallois (92) ou Ermont (95), à l'appel de la FCPE ou des lycéens eux-mêmes. En marge des manifestations et des blocages, il y a également eu plusieurs occupations nocturnes « symboliques » par des parents d'élèves et des profs. La nuit du lundi 14 au mardi 15 avril, le lycée Voltaire, à Paris, et le Lycée Maurice Genevoix de Montrouge dans les Hauts-de-Seine ont été ainsi « envahis ». Les occupants du Lycée Voltaire (un des premiers lycée parisien mobilisé) ont été évacués la nuit même, contrairement à ceux de Montrouge, « tolérés » par le proviseur.

Revendications

Les revendications des lycéens sont claires, et pour l'instant reprises par les syndicats (UNL et FIDL) :

- Pas de suppressions de postes.

Si Darcos annonce une moyenne de 28 élèves par classe, il n'a pas dû aller dans les mêmes lycées que nous! La réalité se rapproche bien plus de 35 élèves par classe. Lycéens, profs et parents d'élèves dénoncent les mensonges de l'État pour justifier ces suppressions: 150000 élèves en moins dans le secondaire à la rentrée 2008, qui n'explique que 1/5e des emplois qui passent à la trappe, et en omettant les 450000 nouveaux collégiens dans les quatre années à venir!

Que dire des classes surchargées (on aurait pu en profiter pour baisser l'effectif) et des profs retraités rappelés pour aller enseigner dans des établissements en manque d'enseignants...

- Contre la réforme du Bac pro.

Jusqu'ici, il se faisait en quatre ans: deux ans de BEP qui amenait ensuite à deux ans de Bac pro. La réforme prévoit de passer à trois ans. Le problème, c'est que cette réforme signifierait la fin des BEP, et un niveau plus accru – alors que beaucoup des élèves des BEP sont en échec scolaire, et que, déjà, en quatre ans, beaucoup sortent sans obtenir le Bac. Si cela se fait en trois ans, selon les syndicats, encore plus sortiraient sans diplôme. Ah, elle s'éloigne de plus en plus, l'école pour tous!

- Revalorisation du budget lié à l'enseignement.

Pour l'instant, le gouvernement préfère donner des sous aux patrons et à tout ce qui touche à la répression, ou veut subventionner encore plus les écoles privées, pas vraiment ouvertes à tous!

Futur du mouvement

Reste à savoir jusqu'où le mouvement lycéen saura aller. La manif du 17 avril dernier, à Paris, tout juste avant les vacances, était toujours importante, mais plus faible que mardi 15. Les syndicats lycéens (très peu représentatifs des lycéens, d'ailleurs, on peut donc mettre en doute leur légitimité à négocier avec le gouvernement), reçus le 16 par le ministre, sont ressortis de leur réunion « toujours mobilisés », mais rassurés par les propos de Darcos quant aux BEP, qui ne seraient pas supprimés, malgré la vive réaction de certains syndicats enseignants qui démontrent le contraire. C'est aux syndicats de ne pas se laisser embobiner et de rester fidèle aux revendications des mobilisés, sans faire de concessions. Les négociations avec l'État ont toujours été une grave erreur, et on s'est toujours fait avoir.

L'arrivée des vacances pour la zone C risque d'être décisive, alors que le gouvernement veut jouer comme à son habitude le pourrissement, dévalorisant « un mouvement populaire qui n'a pas lieu d'être » et mettant la faute sur les profs eux-mêmes. Il faut maintenant se tourner vers la province qui, elle, rentre en classe, et qui a déjà annoncé qu'elle avait préparé sa mobilisation de rentrée. Niveau national, rendez-vous en mai, ou des préavis de grèves ont déjà été déposés, en espérant que les vacances n'aient pas endormi tout le monde...

Delphine

Militante Fédération anarchiste (Paris)

Pour le partage du temps de travail et une éducation émancipatrice !

L'ÉCOLE DE L'ÉTAT, inégalitaire, autoritaire et sélective, ne nous a jamais satisfait. Néanmoins, le démantèlement du système éducatif a pris aujourd'hui un rythme jamais atteint et renforce cette école du tri social de la maternelle à l'université, les offensives gouvernementales se multiplient.

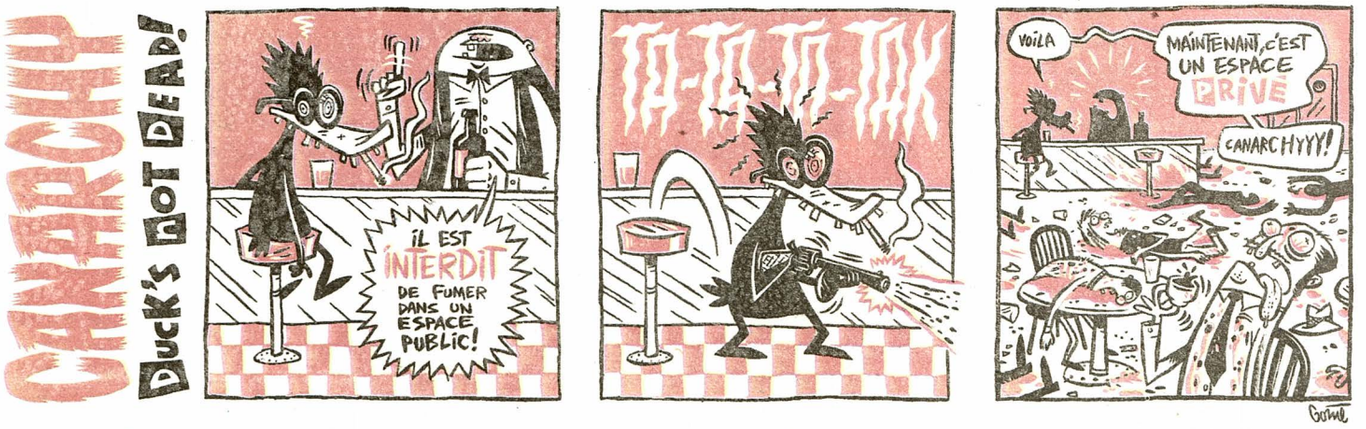
La dite « autonomie » des universités imposée par la loi LRU mène à sa privatisation. Les présidents d'université en retirent les pleins pouvoirs. La formation universitaire est de plus en plus soumise aux entreprises. La suppression massive de postes détériore gravement les conditions de travail et d'accueil des élèves. La multiplication des contrats de travail précaires se généralise à tous les niveaux et devient la norme. La généralisation des Bacs pro en trois ans entraîne la disparition des BEP, et, à terme, de 25 % des postes PLP. Le lycée professionnel donnera encore moins de possibilités pédagogiques et conduira à une soumission accrue pour les élèves et les personnels.

Dans le primaire, nous dénonçons la révision des programmes se limitant à une vision utilitariste des compétences, la stigmatisation des élèves en difficulté et l'introduction des heures supplémentaires, la mise en concurrence des écoles.

La complicité passive des principales centrales syndicales rend plus urgente la mobilisation de toutes celles et ceux qui, refusant l'individualisme et la compétition, construisent des pratiques coopératives et d'émancipation. Les syndicats de la FTE, réunis en congrès à Nancy, s'engagent à agir contre toutes ces mesures réactionnaires et inégalitaires et appellent à soutenir toutes les actions visant à: résister à la libéralisation de l'université, refuser toutes les évaluations nationales dans les premier et second degrés, refuser les « stages de remise à niveau » et les heures de soutien, s'opposer aux suppressions de postes et au recours aux heures supplémentaires, refuser le recours à l'emploi précaire, s'opposer au renforcement des hiérarchies.

CNT FTE

D'après le congrès de Nancy, mars 2008



Éducation en danger

Parents, enseignants, lycéens, étudiants mobilisés

Depuis plusieurs semaines, les lycées sont en grève contre le projet Darcos et contre les suppressions de poste. Les universités aussi se sont mises en grève contre la loi Pécresse. Les écoles primaires sont en grève contre les nouveaux programmes, contre la réforme du temps scolaire. Bref, c'est tout le service public d'éducation qui est mis à mal par le gouvernement.

A l'école primaire. La suppression des cours le samedi matin a été décidée sans concertation. De cela ont découlé des informations contradictoires sur l'organisation de la semaine à la rentrée prochaine, avec la mise en place de cours supplémentaires pour les élèves en difficulté le mercredi matin. Parallèlement, des « stages de remise à niveau » sont mis en place durant les vacances. Dans les deux cas, il s'agit de stigmatiser les élèves en difficulté en leur ajoutant des heures de cours, comme si la grande difficulté scolaire se réglait avec toujours plus d'heures de cours, alors même que les postes d'enseignants et enseignantes spécialisés sont en voie de disparition ou sont dénaturés de leur fonction.

A cela s'ajoute la mise en place de nouveaux programmes, censés être discutés dans les écoles alors que les manuels scolaires sont déjà imprimés. Ces programmes entérinent la suppression des heures du samedi matin (baisse du taux horaire) et insistent sur le français et les mathématiques. En fait, il s'agit essentiellement de faire des exercices de routine, d'application; d'apprendre par cœur – avec des exigences, en terme de contenu, démesurées. La compréhension des textes et la production d'écrits ont tout simplement disparu. Il n'y a plus de place pour la culture scientifique, artistique, citoyenne.

Au collège et au lycée. Cela fait longtemps que le gouvernement s'en prend aux différentes filières et tentent de privatiser l'éducation. Avec la suppression du BEP, la réduction des Bac pros de quatre à trois ans, c'est une sélection supplémentaire qui s'installe ainsi qu'une précarisation de la jeunesse. L'État se décharge sur les régions en incitant à des partenariats avec les entreprises privées. A terme, les financements de l'école seront sous la coupe du patronat. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre les milliers de suppressions de postes, quitte à payer les enseignants restant en heures supplémentaires (alors que les caisses sont vides, nous dit-on). L'objectif final étant la casse du service public d'éducation.

Les jeunes des filières techniques et professionnelles sont à nouveau livrés à la voracité des patrons. A chaque fois, on veut les faire travailler pour rien (CPE, « Smic jeunes »). On les envoie en apprentissage où ils travaillent gratuitement. On les précarise.

A l'université. La volonté de privatisation est là encore à l'œuvre. La sélection à l'entrée des universités se profile. La réorganisation des cycles, la filiarisation accrue, tout cela accentue les inégalités et l'exclusion.

En fait, il s'agit bien d'une seule et même offensive. Il faut stigmatiser, orienter, exploiter, surveiller et punir. La Loi de prévention de la délinquance, le fichier Base élèves et les prisons pour mineurs sont pensés pour cela et déjà opérationnels.

Fred

Militant FA du groupe Proudhon à Besançon

Brèves de combat

Grecs de St-Nazaire

Le Collectif de soutien aux trois ouvriers grecs grévistes de la faim du 14 mars au 1er avril est profondément attristé du décès de Nicolaus Aslamazidis survenu deux jours après son retour en Grèce. Il présente ses condoléances à sa famille et à ses compagnons de lutte. Nous, membres du Collectif, avons connu Nicos ces dernières semaines, l'accompagnant lors de la grève de la faim qu'il avait engagée avec détermination et en toute connaissance de cause avec ses camarades.

Cette action avait été entreprise alors que, déjà, depuis un mois, lui et ses camarades réclamaient auprès de leur employeur direct Elbe, malgré les pressions et menaces, le paiement du salaire promis. Ce dernier était la juste rétribution de leur travail comprenant de nombreuses heures supplémentaires et de sa pénibilité. Ils n'avaient plus d'argent pour s'acheter à manger, déjà depuis plusieurs jours. Luttant pour obtenir leur dû, Nicolaus, Boris, et Léonidas déclaraient se battre aussi pour leur dignité, dignité d'homme, dignité de travailleur et pour les autres travailleurs qui subissent le même sort. Nicolaus a été de tous ces combats, aux côtés de ses camarades !

Ayant tissé avec Nicos, Boris et Léonidas des liens de solidarité et d'amitié, nous, membres du Collectif de soutien, ressentons douloureusement la perte de Nicos. Nous l'avons vu heureux de rentrer chez lui, la tête haute, fier de sa victoire avec ses camarades et de la solidarité vécue à Saint-Nazaire. D'après un communiqué du Collectif de soutien citoyens-solidarité. Pour tout contact : par mail : saint-nazaire.solidaire@orange.fr ou par tél. : 0686001237 ou 0677219443.

Mobilisons contre les Franchises

Le Collectif national contre les franchises et pour l'accès aux soins s'est réuni mercredi 16 avril, à la Bourse du Travail à Paris, et a pris acte de l'accélération des mesures prises par le Gouvernement aggravant les conditions déjà difficiles d'accès aux soins des usagers. Comme l'a montré la journée nationale du 12 avril, il y a urgence à répondre à la colère des assurés sociaux, des malades et des soignants, département par département et au plan national, par un mouvement fort relançant l'activité du collectif.

Dans cet esprit, il est proposé de retenir le principe d'une action dans les CPAM, le même jour dans toute la France, initiative qui doit se préparer en collaboration avec les organisations syndicales de la santé et des organismes sociaux.

Le Collectif national a décidé d'être présent, en tant que tel, aux manifestations du 1er mai, dans toute la France, en poursuivant la signature des pétitions.

Tous fichés sur l'ardoise

Le Collectif contre l'homophobie (CCH) tente de sensibiliser l'opinion au sujet du projet du ministre de l'Intérieur de remplacer le logiciel LRP et le logiciel Stic par le logiciel Ardoise (Application de Recueil de la Documentation Opérationnelle et d'Informations Statistiques sur les Enquêtes). Ce nouveau logiciel Ardoise reprend toutes les fonctionnalités des logiciels LRP et Stic mais à une différence notable et problématique : il prévoit de renseigner des caractéristiques personnelles de toute personne entendue comme victime, témoin ou auteur dans une procédure. Ainsi les pandores comme les schmitts pourront préciser dans la rubrique « état de la personne » les informations suivantes : « homosexuel, transsexuel, handicapé, sans domicile fixe, personne se livrant à la prostitution, travesti, relation habituelle avec personne prostituée, personne atteinte de troubles psychologiques, usager de stupéfiants, permanent syndical. »

La saisie de ces informations a vocation à établir une fiche profilée de chaque personne ayant un contact avec la police. Le danger est réel avec ce type de fichage catégoriel et ses multiples utilisations non encore avouées.

Squatts contre immobilier

Les 11 et 12 avril 2008, journées internationales de résistance des espaces autonomes et squatts, il y a eu des tonnes d'actions directes à l'encontre des propriétaires, institutions et spéculateurs, des occupations de bâtiments, naissances de nouveaux squatts, manifs, débats en Biélorussie, Moldavie, Nouvelle-Zélande, États-Unis, Autriche, Allemagne, Danemark, Angleterre, Suède, Finlande, France, Espagne, Grèce, Bulgarie, Tchéquie, Suisse, Italie, Portugal, Israël, Slovénie, Lituanie et dans divers autres endroits encore. Les infos arrivent petit à petit et c'est assez impressionnant.

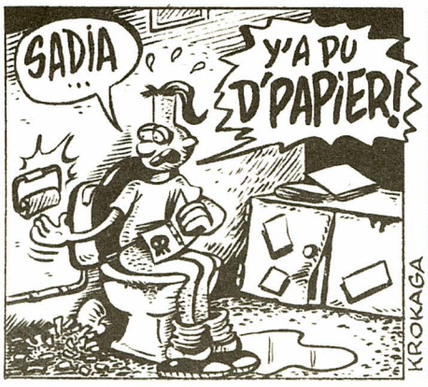
Pour l'instant, il est possible de trouver des comptes rendus, vidéos, photos en anglais et divers autres langues sur : http://april2008.squat.net/index.php/category/english/reports/et http://april2008.squat.net:8080//index.php/2008/04/10/news/.

Si vous avez des infos sur des événements s'étant déroulés en France, vous pouvez les envoyer à april2008-oordination@squat.net.

Pour la liberté de manifester !

Le 24 janvier 2008, à Vannes, la manifestation contre la généralisation du Bac professionnel en trois ans a subi une violente répression policière. Deux lycéens ont été arrêtés avec brutalité à la suite d'un sit-in pacifique à l'Inspection académique. Les deux sont sujets à poursuites judiciaires. Le Collectif pour la liberté de manifester a été créé pour les soutenir, avec la participation de la CGT, du SNES-FSU, de Solidaires, de Sud Etudiants, de la Fédération anarchiste (groupe de Vannes/Lorient) et de lycéens et lycéennes de Vannes et d'Auray.

Lors de son passage devant la Justice, le premier lycéen, mineur, a fait l'objet d'un rappel à la loi avec un classement sans suite. Le second, majeur, comparaît devant le tribunal correctionnel de Vannes le mercredi 30 avril à 16h30. Aussi, dès 16h, un rassemblement est organisé en solidarité. Contact : libertedemanifester@voila.fr.



Des programmes pour penser, pas pour obéir

Alourdissement des programmes et diminution du temps d'enseignement, recentrage obsessionnel sur les maths et le français, bachotage, évaluations, morcellement en disciplines, vision mécaniste des apprentissages, plus de sport, de morale et de patriotisme mais moins de découverte du monde, et encore moins de temps laissé aux enfants pour s'approprier et mettre en relation les savoirs…

L'école de Darcos n'est pas celle que nous voulons pour nos élèves. C'est l'école du décervelage organisé, du gavage et de la passivité. C'est l'école où dès la maternelle, on apprend à régurgiter sans comprendre un savoir et des comportements injectés de force, où le « par cœur » prime sur le questionnement, la découverte, l'observation et le tâtonnement expérimental.

C'est une école qui nie plus d'un siècle de recherches et de pratiques pédagogiques fondées sur les capacités d'analyse et la participation active des enfants dans la construction des savoirs – et leur dénie le droit de réinvestir/découvrir ces derniers dans d'autres domaines.

C'est une école où les apprentissages découpés en champs disciplinaires réducteurs (maths, français, découverte de notre pays, etc.) et en programmations taillées dans le marbre s'interconnectent difficilement les uns aux autres, les isolant de la culture et de la pratique, les privant ainsi de sens et de finalité.

C'est l'école de la soumission et de la sanction. Dangereux sybarite, l'enfant doit apprendre à obéir aux préceptes moraux et aux règles d'orthographe ou d'arithmétique avant même de les comprendre ou de les replacer dans le contexte. Obsédée par le gain de temps et de personnel, cette école évalue, mesure et compare, non pour aider, mais pour mieux contrôler et sanctionner les élèves et leurs enseignant-e-s, quitte à les envoyer en « stages de remédiation » si le message passe mal.

C'est l'école des bases de données, du contrôle permanent des connaissances et du comportement, où l'aide aux enfants en difficulté devient un dispositif punitif, hors temps scolaire, rendant ainsi les élèves et leurs enseignant-e-s seul-e-s responsables de l'échec scolaire.

C'est l'école du moins: d'école, de culture, de moyens… C'est une école qui oublie l'accueil des tout-petits – dont les programmes font à peine mention. C'est l'école des heures supplémentaires, instituées pour détruire des postes d'enseignement et les réseaux d'aide spécialisés.

C'est l'école des futurs EPEP, où les équipes enseignantes, pieds et poings liés aux programmes et aux diktats des conseils d'administration, seront dans l'incapacité de créer des projets interdisciplinaires qui consolident les savoirs et leur donnent du sens.

C'est une école qui, au nom de l'efficacité, disjoint les apprentissages de la culture. C'est une école qui restreint les activités culturelles pendant le temps scolaire et prive les enfants en difficulté de l'offre du tissu associatif en les maintenant en classe après les cours ou pendant les vacances.

C'est une école peu coûteuse et rentable, dont le caractère réactionnaire sied comme un gant aux économies budgétaires et à la destruction du service public… C'est une école qui renforcera les inégalités au lieu de les atténuer.

Nous voulons une autre école! Nous voulons une école qui permette l'exercice de la pensée lors des apprentissages et conçoive les savoirs et la culture comme des rencontres à faire siennes.

Nous voulons une école qui donne à l'ensemble de la communauté éducative le temps de penser les savoirs, de les explorer, de les comprendre et de les pratiquer dans tous les domaines de la culture (sciences, arts, découverte du monde, production d'écrits, poésie).

Nous voulons une école qui favorise l'expression libre et le tâtonnement expérimental, une école qui encourage la compréhension de la culture humaine et ses enseignements.

Nous voulons une école qui donne confiance aux élèves, qui leur offre le temps de découvrir et d'organiser leurs savoirs pour leur donner les moyens de créer, de penser le monde et leurs responsabilités de futurs adultes.

Darcos et Sarkozy veulent nous imposer au plus vite des écoles prisons, des écoles entreprises… Quelle importance attacheront-ils au débat de dupes organisé en avril-mai? Ni la Commission nationale des programmes ni les inspecteurs généraux n'ont été consultés…

Sud Éducation appelle les personnels et les équipes enseignantes à se mobiliser avec l'ensemble du service public d'éducation pour construire une autre école.

Exigeons les moyens, les personnels, le temps, la liberté et la formation qui nous permettront d'apporter à tous nos élèves une éducation réellement émancipatrice.

Sud Éducation Créteil

Quand l'autruche éternue. .

Acculés

Tirant tête hors du trou, qu'entends-je? Tiens, l'Italie se retape un tour en Berlue, Son Éminence est de retour, même qu'on a plus les moyens de les chambrer les cousins du sud, vu que maintenant les hommes politiques c'est comme les raviolis, on a les mêmes à la maison. Ce qui, soit dit en passant, ne gâte en rien la sauce d'une campagne électorale berlusconino-délirante: **« La gauche n'a même pas de goût pour les femmes. Nos candidates sont plus belles, il n'y a pas de comparaison possible. »** Et quand Silvio quitte le registre du proxénétisme politique, c'est pour basculer dans le mafieux: **« Lorsque que l'État pompe trop d'impôts, la fraude fiscale est légitime. »** Le cul, l'argent, tout un programme… qui a fait des émules de ce côté-ci des Alpes, aussi l'heureux élu avait-il promis: **« La première chose que je ferai après le vote sera d'appeler Sarkozy, car Sarkozy a vu en Berlusconi un modèle. »** Nous n'en doutons pas une seconde.

Cependant l'histoire ne dit pas si le petit Nicolas eut le temps de prendre Berlue au téléphone, occupé qu'il était à casser son Fillon, coupable, lèse-majesté! d'être moins impopulaire que lui. **« Il n'est pas travailleur, il n'a pas d'imagination et il n'est pas fiable. »** Jugement sans appel? Même pas, ce serait, selon un ponte de l'UMP, témoignant sous couvert d'anonymat, sa manière habituelle de faire: **« Depuis son élection, Nicolas dit du mal de tout le monde. »** Pas possible! C'est pourtant pas son genre, doit être tendu, c'est tout.

Pour se détendre un brin, rien de mieux qu'une séance de cinoche entre potes. Aussi le petit Nicolas se fit-il projeter en ses salons privés *Bienvenue chez les Ch'tis*, la grande vadrouille pas-de-calaisienne. **« Un film de chez nous, qui parle de nous, c'est juste trop bien! »**, s'est exclamée la Morano, ministre de, heu… la fricadelle? François Hollande lui-même se crut alors contraint de redoubler d'enthousiasme, **« c'est la France dont on rêve, telle qu'on voudrait qu'elle soit! »** Voilà, c'est exactement ça. Le pompon du bêtisier n'en échut pas moins, une fois de plus, à l'inénarrable Finkielkraut, le célèbre comique troupier. Selon lui, *Bienvenue chez les Ch'tis*, ce serait **« la France en France, la France réelle ».** Ah ah ah! Mais où va-t-il chercher tout ça?

Xavier Darcos, lui, ne rit plus. Les gamins ne lâchent pas la rue, et les vacances n'y changeront rien. **« Je voudrais que les syndicats quand même redeviennent un peu raisonnables »**, a lâché le ministre. Raisonnables, c'est le mot à la mode. Les chômeurs devraient se montrer raisonnables, accepter raisonnablement les boulots pourris proposés, de même que les sans-papiers sont raisonnablement priés de se présenter spontanément aux services de la préfecture, afin d'être, par la suite, raisonnablement expulsés. Pour ce qui est du mouvement lycéen, Darcos a prévenu: **« Je ne suis pas homme à reculer. »** Certes, mais les jeunes avancent. M'est avis que si ça continue, ils vont finir par l'acculer.

Frédo Ladrisse

. . c'est toute la jungle qui s'enrhume

Effet de serre et tabou carnivore

Pour les médias, l'effet de serre a pour presque unique cause des facteurs tels que les gaz d'échappements ou la pollution industrielle. L'influence de l'industrie animalière sur le climat n'a cependant été que très peu abordée. Pourtant il y a toutes les raisons de s'intéresser à son impact sur l'environnement et, plus généralement, sur l'utilisation des ressources dans le monde.

Selon l'Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), le bétail et la filière animale sont responsables de 18 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, soit une part plus importante que le seul secteur des transports mondiaux !

La consommation mondiale de viande est cinq fois ce qu'elle était en 1950 alors que dans le même temps la population n'a augmenté que de 2,6 fois.

Il existe évidemment une grande inégalité dans ce phénomène. Nous qui vivons dans une partie privilégiée du monde sommes ceux qui consommons le plus de viande, mais ce sont les défavorisés, la majorité de la population mondiale, qui sont au contraire affectés par la déforestation, la désertification, la sécheresse et tout autre problème qui découle de cette filière animale. De plus, une quantité significative de leurs récoltes céréalières est exportée vers les pays riches pour servir de fourrage.

Le secteur animalier est une source importante d'émission de dioxyde de carbone, cela est lié au fait que les forêts, qui avant absorbaient le dioxyde de carbone, ont été rasées pour libérer de l'espace destiné aux pâturages ainsi qu'à la culture de fourrage. Selon le rapport *Les Causes de la déforestation de la forêt amazonienne brésilienne*, publié par la Banque mondiale en 2004, pas moins de 88 % des surfaces déboisées en Amazonie auraient été converties en pâturage pour des animaux d'élevage. Un facteur aggravant de cette situation est le transport des grains de fourrage sur des distances de plus en plus longues, car le fourrage est essentiellement un produit d'importation : soja, amandes de palmiers, colza, gluten de maïs, etc.... sont importés par milliers de tonnes chaque année.

Mais le dioxyde de carbone est loin d'être le seul gaz à effet de serre. Le protocole de Kyoto désigne cinq autres gaz à effet de serre dont les émissions doivent être diminuées. Deux d'entre eux méritent un intérêt particulier quant aux questions de l'impact sur l'environnement de l'industrie animalière : le méthane et le protoxyde d'azote.

Le méthane est un gaz qui, par unité de mesure, a un effet sur le réchauffement climatique 23 fois plus élevé que le dioxyde de carbone. Au court des deux cents dernières années, le niveau de méthane dans l'atmosphère a doublé, sachant qu'entre 35 % et 40 % des émissions mondiales de méthane sont imputables au processus de digestion de l'élevage d'animaux (on estime qu'une vache produit en moyenne 600 litres de méthane par jour).

Le protoxyde d'azote a, lui, un effet encore bien plus important sur le climat car son pouvoir réchauffant correspond à 296 fois celui du dioxyde de carbone. L'élevage de bétail compte pour deux tiers sur la totalité des émissions de protoxyde d'azote lié à l'activité humaine. L'azote est présent en grandes quantités notamment dans les engrais utilisés pour la culture de fourrage, dans l'urine et les excréments des animaux, ainsi que dans les réserves de fumier (le fourrage donné au bétail contient, pour la plupart, plus de protéines que les animaux peuvent en assimiler, une grande partie de ce surplus va donc être évacué par les excréments et l'urine, sous forme d'azote).

Afin de produire un fourrage riche en protéines, il faut produire une récolte riche en protéines, et cela nécessite de l'espace, beaucoup d'espace. Aujourd'hui, l'élevage de bétail occupe plus de 30 % de la surface totale de la terre, 78 % des terres cultivables (y compris différents types de terres de pâturages) sont utilisées d'une manière ou d'une autre pour l'élevage d'animaux de ferme.

Au sujet de la demande future en terres arables, il y a un autre facteur important à prendre en considération : les besoins de plus en plus pressant d'énergies de substitution aux énergies fossiles (dont certaines à base végétale, les mal-nommées « bio-carburants »).

En outre, selon un rapport de l'Université suédoise des Sciences de l'Agriculture, l'énergie nécessaire à la production d'un kilo de la plus commune des viandes à notre latitude, soit le porc et le bœuf, est respectivement de 8.3 et de 12.8 kilowatt heure (kWh). La production d'un kilo de légumes (tels que les haricots secs), qui contient la plupart des protéines que les humains trouvent autrement que dans la viande, nécessite seulement 0.86 kWh, et même 0.44 kWh pour les pommes de terre. Cela signifie qu'il faut de dix à vingt fois plus d'énergie pour produire des aliments animaux que des aliments végétaux. C'est principalement dû au fait que les animaux consomment une large quantité d'énergie, indépendamment du fait qu'ils broutent ou mangent des grains cultivés avant qu'ils ne soient abattus pour leur viande. L'abattage, le transport, la transformation et la cuisson comptent aussi pour une part considérable de la consommation d'énergie.

En plus d'être une production énergivore, elle demande beaucoup d'eau alors que dans beaucoup de régions du monde, l'eau est un élément rare. Avec l'expansion des habitudes de consommation de viande à ceux qui ont les moyens de les imiter dans les régions pauvres du monde, la demande en ressource d'eau augmente fortement. La production d'un kilo de bœuf nécessite un total approximatif de 15 000 litres d'eau, un kilo de viande de poulet nécessite 3 500 à 6 000 litres. En comparaison, seulement 450 litres d'eau sont nécessaires à la production d'un kilo de maïs.

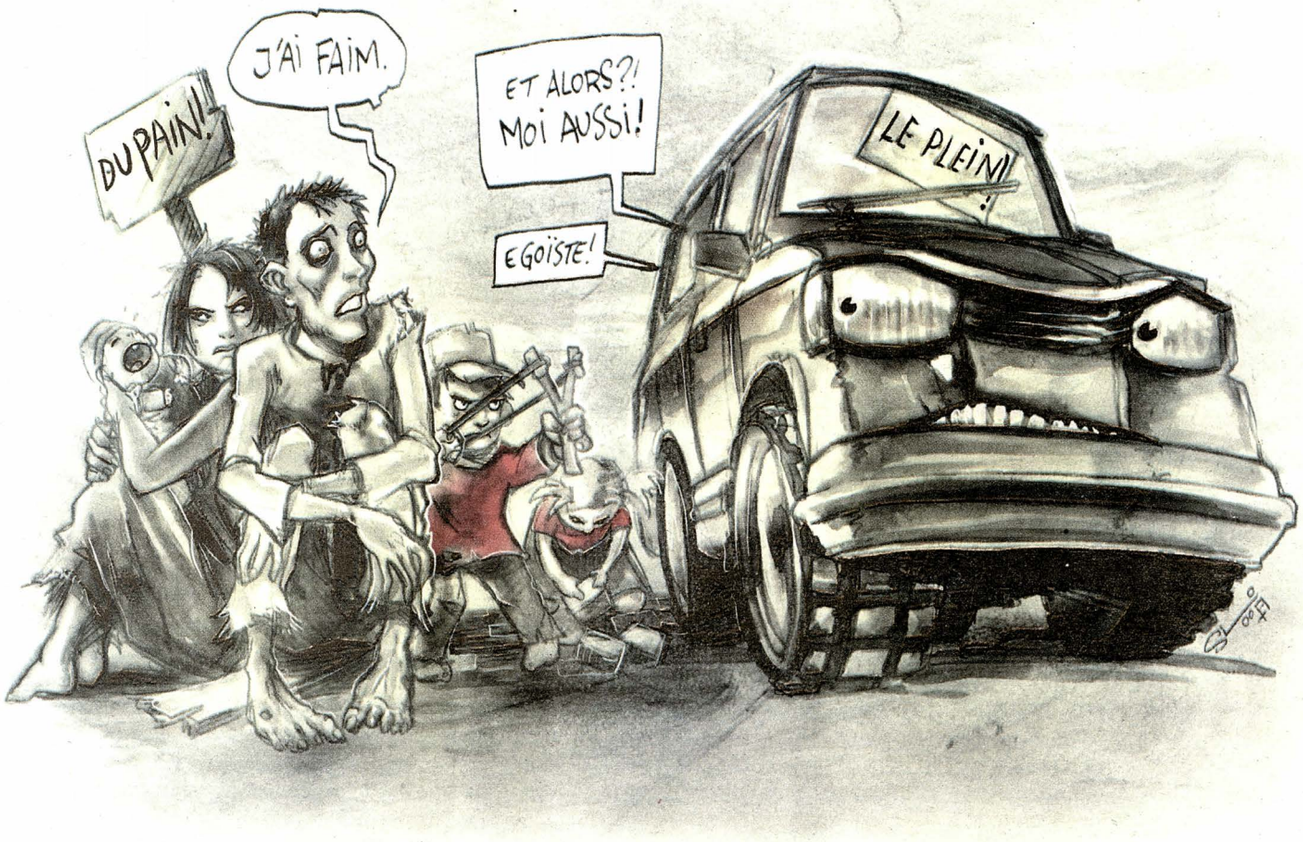
Les populations pauvres de certaines régions du monde n'ont pas les moyens d'avoir accès à la nourriture disponible sur le marché car les pays riches sont prêts à payer un prix élevé pour la viande. Les terres arables, qui sont limitées, sont donc utilisées au meilleur profit, précisément pour produire des pâturages et fourrages au lieu de la nourriture pour la consommation humaine.

Si rien n'est fait, nous risquons, en plus d'un impact de plus en plus néfaste sur l'environnement, une crise majeure des ressources alimentaires mondiales (nous pouvons en entrevoir les prémisses avec l'augmentation incessante des prix des matières premières alimentaires comme le blé ou le riz) et une fois de plus, ce sont les populations les plus pauvres qui payeront le plus lourd tribut.

Guéna
Militante au groupe Gel 05 (Alpes de Haute-Provence)

Source: Filière animale et climat, l'influence négative de l'UE téléchargeable sur www.guengl.eu/upload/filiere_animale_climat.pdf.

Du capitalisme à la famine ...de la famine à la révolution



Jean-Pierre Tertrais

Le scénario se déroule comme prévu. . par les plus lucides. Contraint d'aller jusqu'au bout de sa logique, le capitalisme poursuit sa besogne parasitaire et nécrophage : un système qui a accumulé de quoi faire sauter plusieurs fois la planète, mais qui s'avère incapable de nourrir la population qui l'entretient. Deux siècles de croissance économique ont massacré la planète, épuisé les ressources. Le prix du pétrole flambe, et avec lui, celui des autres sources d'énergie, des matières premières, et donc de l'ensemble de la production, dont les denrées alimentaires. On enregistre des records datant parfois de vingt ou trente ans. La Banque mondiale note que, depuis 2005, le cours mondial des produits de première nécessité a augmenté de 80 %, et cette envolée des cours est irréversible. Depuis plusieurs mois, le rythme s'accélère : manifestations, émeutes, scènes de pillage, sur fond de répression. Plus de trente pays connaissent aujourd'hui des troubles politiques et sociaux liés à l'augmentation du prix des produits de première nécessité. La cible de cette colère, c'est un système qui fournit souvent le superflu – l'innovation technique permanente – en privant du nécessaire – la nourriture, la santé, le logement, l'instruction. Du pain et des jeux : mais de plus en plus de jeux, et de moins en moins de pain ! Désormais, ce sont les pénuries alimentaires qui vont se multiplier ; des famines à grande échelle qui vont réapparaître. Faut-il s'en étonner ?

Explosion de la demande (notamment de la Chine et de l'Inde qui adoptent le suicidaire modèle occidental), réduction de l'offre, aléas climatiques, voracité de la spéculation financière, de la grande distribution et de l'industrie agroalimentaire. C'est tout un système qui s'emballe parce que, depuis longtemps, l'agriculture ne sert plus à nourrir les populations, mais à générer des profits. A chaque nouvelle accélération de la production, il s'agissait officiellement du bien de l'humanité, de

combattre la faim, aujourd'hui de lutter contre l'effet de serre ou de garantir l'autonomie énergétique: discours de Truman, plan Marshall en Europe, Révolution verte dans le tiers-monde, biotechnologies et OGM, agrocarburants. Un système tellement putréfié que Monsanto, l'une des multinationales les plus criminelles, responsable d'un désastre écologique et sanitaire (pyralène, agent orange, hormone de croissance bovine...), peut se permettre de se présenter comme sauveur de la planète!

Au nom du progrès, on a multiplié les monocultures contre la biodiversité, détruit les bocages, asséché les nappes phréatiques par une irrigation massive, saturé les rivières en pesticides, dégradé les sols par le recours aux machines agricoles et aux engrais. Au nom de la modernité, on a vidé les villages, déplacé des centaines de millions de personnes, ruiné des civilisations paysannes, prolongé le colonialisme. Au nom de la science, et avec la complicité des États, les multinationales ont privé les paysans de la libre disposition des semences par le système des brevets sur le vivant. Partout, la déforestation progresse, les terres fertiles reculent. Faut-il s'étonner que la compétition économique internationale fasse ressurgir le spectre des famines alors que, déjà, la moitié de l'humanité vit avec un ou deux dollars par jour?

L'escroquerie des agrocarburants

Les agrocarburants sont en train de devenir le facteur de croissance principal de la demande agricole, et de déstabiliser l'économie mondiale. Non pas, comme on veut nous le faire croire, pour lutter contre l'effet de serre, mais pour des raisons purement commerciales: maintenir notre toxico-dépendance au carburant, ouvrir des marchés à l'industrie, faire rouler voitures et camions au Nord... en affamant le Sud. Un véritable jackpot, un marché prometteur et subventionné. Les pays pauvres produisaient déjà le soja pour nourrir nos bestiaux; ils cultivent désormais le palmier ou le manioc pour remplir nos réservoirs!

La consommation mondiale d'agrocarburants pourrait passer de 15,5 millions de tonnes en 2004 à près de 150 millions en 2030! L'Indonésie prévoit de transformer 16,5 millions d'ha de forêts en plantations industrielles de palmiers; la Malaisie, six. Même obsession au Cameroun, au Congo, au Mozambique, au Sénégal, en Colombie, en Équateur. Au Brésil, des dizaines de milliers de petits paysans coupent la canne à sucre – six tonnes à la journée – pour que les moteurs de l'Occident puissent vrombir! Au Mexique, au début de l'année 2007, à cause des agrocarburants, le prix de la tortilla était passé en quelques jours de 5 à 10 pesos le kilo. Et partout, on retrouve le même schéma classique: déforestation, monocultures, augmentation du prix de la terre, disparition des cultures vivrières, expulsion des petits paysans, expropriation massive des communautés. Sur tous les continents, d'immenses surfaces agricoles sont détournées des besoins alimentaires.

En France – avec le concours de l'Ademe (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie), de l'Inra, du CNRS, et avec le soutien d'une bonne partie de la mouvance écologiste – deux millions d'ha seront réservés aux agrocarburants en 2010. Malgré les nombreux rapports critiques et mises en garde, la France maintient son objectif d'inclure 7 % d'agrocarburants dans les réservoirs en 2010.

Un avenir explosif

Jacques Diouf, directeur général de la FAO, déclarait en 2006: «Loin de diminuer, le nombre de personnes affamées dans le monde est en train d'augmenter – au rythme de quatre millions par an.» Les stocks de céréales n'assurent plus que 57 jours de nourriture à la population mondiale, le même niveau qu'il y a trente ans. Dans les économies fragilisées, la moindre augmentation du prix du maïs, du blé ou du riz provoque une tragédie.

Selon plusieurs experts, il faudrait doubler la production alimentaire mondiale dans les vingt-cinq prochaines années pour satisfaire les besoins croissants d'une population qui augmente de 80 millions chaque année. Compte tenu de l'érosion des terres, de la fin du pétrole bon marché, de l'urbanisation galopante, des incidences négatives du climat et de l'effondrement de la biodiversité sur les rendements agricoles, il devient de plus en plus hautement improbable que la planète puisse nourrir, en 2050, les neuf milliards d'habitants qu'elle comptera. Et le délabrement des finances publiques ne permettra pas longtemps aux États de maintenir sous perfusion les catégories sociales les plus touchées. Les mesures d'urgence décidées dans la panique resteront ce qu'elles sont: des cautères sur une jambe de bois.

L'une des conséquences, à long terme, les plus dramatiques des politiques agricoles conduites depuis plus d'un demi-siècle, est la dégradation physique et chimique des sols, parfois irréversible. Milieu vivant et complexe, le sol remplit des fonctions essentielles: production de biomasse agricole et forestière, milieu de vie, régulateur de l'écosystème, réservoir génétique.

Plus d'un quart des surfaces émergées de la planète souffre d'érosion et de dégradation des sols. Et la désertification est directement liée à la pauvreté, pauvreté largement aggravée par l'économie capitaliste qui pousse les populations à détruire des sols fragiles pour seulement survivre. Ce qui est en jeu, c'est tout simplement la capacité de nos descendants à se nourrir. «La qualité des sols pourrait très bien faire la différence entre la survie et l'extinction pour l'humanité», c'est ce qu'écrivait Garrison Sposito, professeur en science des écosystèmes.

De la révolte à la révolution

Quand les tensions s'avivent, le pouvoir politique montre son vrai visage de défenseur acharné de l'ordre capitaliste contre le bien-être des peuples. Étranglées par des augmentations des prix des denrées alimentaires parfois de 30 à 40 %, les populations manifestent un peu partout contre la vie chère, s'impliquent dans des grèves, y compris en désavouant leurs dirigeants syndicaux (Sénégal, Burkina, Égypte, Côte d'Ivoire, Pakistan, Ouzbékistan...): répression, dispersion à coups de grenades lacrymogènes, voilà les réponses des gouvernements. Blessés, morts même (au Cameroun, en Guinée, en Haïti), pour avoir refusé de souffrir davantage, pour avoir commis le crime inexpiable de vouloir assouvir le besoin le plus vital! Des gouvernements qui ne sont pas en mesure de nourrir les populations, mais qui peuvent payer la police ou l'armée pour matraquer ces mêmes populations quand elles réclament du pain! L'ONU vient de déclarer que la hausse des prix agricoles était une menace pour la sécurité. La sécurité de qui, au fait? Salauds de pauvres, qui viennent troubler la sérénité des riches! Si l'indignation n'envahit pas la planète, c'est qu'il n'y a plus rien à attendre de l'espèce humaine!

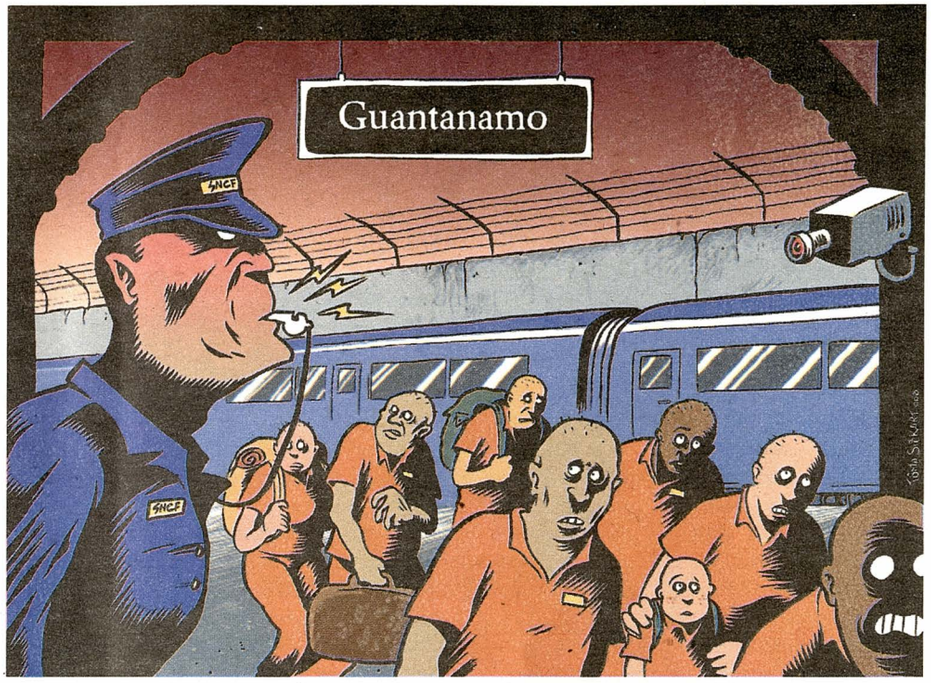
Si la situation demeure moins préoccupante en Europe, l'inflation monte néanmoins (3 à 5 % selon les pays), rognant le pouvoir d'achat, et les hausses actuelles se répercuteront dans les mois qui viennent. Faut-il attendre les graves pénuries alimentaires prévisibles pour envisager l'éventualité d'une ébauche de sursaut pouvant conduire à une esquisse de mobilisation? Faut-il attendre les drames qui se profilent pour comprendre que le capitalisme s'est désormais définitivement empêtré dans ses contradictions: le franchissement des limites physiques de la planète lui interdisant la fuite en avant permanente – la croissance économique – qui lui a permis jusque-là d'esquiver le problème des inégalités sociales? En accroissant sa puissance, le capitalisme a aussi augmenté sa vulnérabilité. D'autres futurs étaient possibles; seule une grande combativité peut les réhabiliter. En passant de la résistance à l'offensive, de la révolte à la révolution.

Personne ne peut prétendre aujourd'hui ne rien savoir. Quand des centaines de millions de personnes n'ont plus rien à perdre, tout devient possible. Si l'on ne veut pas que la barbarie s'installe pour longtemps à la surface du globe, il est temps de sortir d'un système où toute issue légale est bloquée. La seule perspective, faut-il le rappeler, réside dans la prise en main, par les populations, de leur propre avenir. La souveraineté alimentaire des peuples passe par l'autogestion. Maîtriser la production, la gestion collective des ressources en définissant elles-mêmes leurs propres besoins, ce n'est plus seulement, pour les populations, un but à atteindre, c'est une urgence à ne pas manquer.

J.-P. T.

Tous terroristes !

Depuis une dizaine d'années, une des peurs bien entretenue est la crainte du terrorisme. Voyons comment dans l'espace ferroviaire elle justifie les grosses dépenses de surveillance dont les usagers sont victimes et font les frais.



L'UTILISATION MASSIVE DE LA TERMINOLOGIE terroriste a été entendue dans les médias pour disqualifier le mouvement de grève des cheminots, *Le Monde libertaire* a souhaité se pencher sur l'autre face du terrorisme : l'usager.

Vidéosurveillance des transports

La loi n° 2006-64 du 23 janvier 2006 (modifiant la n° 95-73 du 21 janvier 1995), dite de lutte contre le terrorisme, impose notamment aux entreprises ferroviaires de disposer d'un dispositif de vidéosurveillance. La loi donne la possibilité à l'autorité préfectorale d'imposer que les images enregistrées par les caméras soient visualisables par des agents de police et de gendarmerie. Cette possibilité a été utilisée pour la vidéosurveillance de la SNCF et de la RATP.

Auparavant, la finalité annoncée de la vidéosurveillance en gare était double.

La première, de permettre à l'agent de circulation de vérifier qu'il n'y avait pas d'incident sur les quais ou lors de la fermeture des portes (depuis qu'il n'y a plus qu'un agent par train).

La seconde, dans le cadre judiciaire, en cas d'acte de délinquance présumée, de pouvoir visualiser a posteriori des images enregistrées localement en gare sur réquisition du procureur. Seule les images « utiles » étaient visualisées et ce, afin de garantir la protection de la vie privée d'autrui.

Dorénavant, les images des caméras de la SNCF et de la RATP sont diffusées en temps réel à la Préfecture de Police et consultées par des « agents habilités ». Il s'agit de regarder chaque passager et de chercher l'acte potentiellement délictueux. Chaque usager est perçu, au moins comme un délinquant en puissance, si ce n'est un terroriste ! En effet, les institutions concernées n'ont de cesse de nous parler de protection contre le terrorisme, comme si avoir en permanence plus de 6 500 images de caméra pouvaient permettre de prévenir un quelconque acte de terrorisme.

Il s'agit bien de contrôler chacun des usagers, de surveiller les flux de voyageurs, bref, de contrôler les masses. À quand l'usage du terme « vidéoprotection » pour nous faire rentrer dans le crâne que nous sommes en « danger permanent » au milieu d'une foule potentiellement « terroriste » ou « délinquante ».

Déjà, 140 gares SNCF sont équipées de ce système de surveillance à distance. D'ici à trois ans, l'ensemble des gares d'Île-de-France devraient ainsi être équipées (SNCF et RATP). Un système de stockage centralisé des données sera également mis en place. (La loi permet un stockage maximum d'un mois – sauf procédure judiciaire. Au vu de la quantité des données, cela sera sans doute de trois à cinq jours).

Dans les faits, l'État, par le biais de sa police, met en place un réseau de surveillance massive à l'échelle régionale. Le choix des entreprises ferroviaires est stratégique et double. D'une part, la vidéosurveillance dans ces entreprises existe depuis longtemps et est assimilé à de la protection des personnes (incident sur les voies). D'autre part, les gares sont des lieux empruntés massivement chaque jour, notamment par la masse des exploités, cela permet de centraliser facilement la surveillance des individus.

Ainsi, il suffit de modifier la finalité de l'utilisation de la vidéosurveillance pour pouvoir contrôler facilement une forte population, sans avoir à justifier le bienfait des caméras en gare.

De plus, pour la réalisation de ce vaste réseau de contrôle, alors que, dans d'autres lieux il aurait fallu payer une entreprise pour réaliser ce réseau, la SNCF et la RATP possèdent déjà ce savoir-faire d'études et de réalisation de travaux.

Tout bénef pour la Préfecture de Police. Il suffit d'une loi pour que ces entreprises lui construisent un réseau de vidéosurveillance, payé une partie sur fonds propre par les entreprises ferroviaires et une partie par le Stif (Syndicat des transports d'Île-de-France, l'autorité organisatrice des transports de la région Île-de-France.). Bref, l'usager paye sa propre surveillance !

Il est à noter que la centralisation de la vidéo dans les centres opérationnels de la préfecture permet également un appui tactique aux multiples forces de l'ordre qui contrôlent les gares. Un vrai laboratoire d'essai pour le maintien de l'ordre en zone urbaine (avec la colère qui gronde, ça peut toujours être utile).

Attentifs ensemble

En parlant de contrôle, une fois encore la SNCF et la RATP font l'amalgame usagers-terroristes, puisque dans leur dernière campagne francilienne « Attentifs Ensemble – 7 consignes à respecter », ils mêlent les conseils : « Ne vous séparez pas de vos affaires personnelles » et « Facilitez les opérations de contrôle ». Comme si vérifier un titre de transport ou une identité avait pour but la lutte contre le terrorisme ! De toute façon, avec l'obligation du passe Navigo en Île-de-France (titre de transport électronique utilisant la technologie RFID), le contrôle d'identité peut potentiellement être simultané avec le contrôle du titre de transport (nous l'avons vu, c'est une affaire de finalité). Encore une fois « Tous terroristes ! »

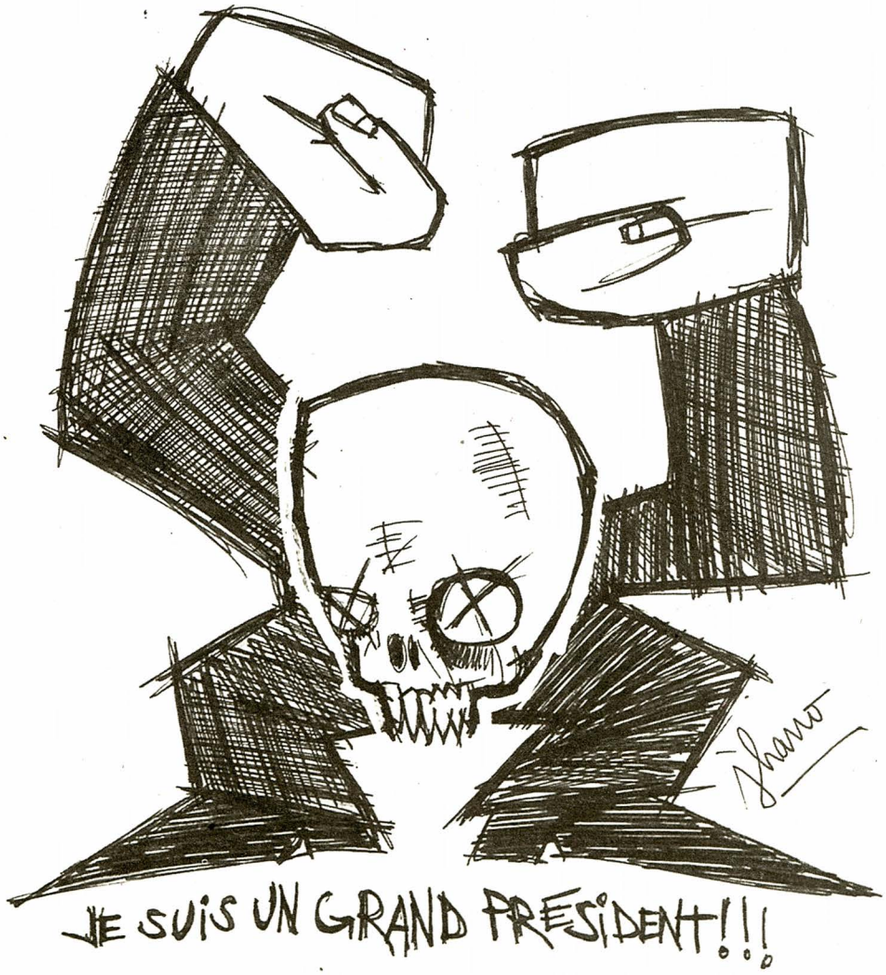
D'après la Préfecture de Police, environ mille six cents contrôles et plus d'une quarantaine d'interpellations ont lieu chaque jour dans les gares franciliennes.

D'jo
Militant Fédération anarchiste (Paris)

Sarkozy par ci, Nicolas pa

Un certain Nicolas Sarkozy, qui a réussi à se faire élire président de la République, se targuait, il y a peu, de son immense popularité. Au point d'avoir la certitude d'être populaire. L'ennui, c'est que ce fils d'immigré, qui se veut plus Français que les natifs (comme disent Le Pen et Mégret), ne sait pas gouverner sans jouer les pères fouettards. Cet homme-là aimerait que nous nous repentions des conquêtes sociales arrachées à ses devanciers, au grand dam de ce grand patronat auquel il n'a rien à refuser.

Au-delà de ses imprécations de l'été 2005 sur les « racailles » et leur traitement au « Kärcher », Sarkozy n'a cessé de tenter d'améliorer ses prestations vulgaires, pour bien nous démontrer que sa volonté finale est de nous imposer une mise au pas destinée également aux « bons blancs. » Parfois, pourtant, mal lui en prend. Ainsi, lorsque devenu président de la République, il se rend dans un atelier de maintenance de la SNCF, le 17 octobre 2007, et que les interlocuteurs qu'il s'est choisis refusent de prendre la main qu'il leur tend. Ainsi le 6 novembre 2007, au Guilvinec, avec les pêcheurs bretons en colère, lorsque le président se met au diapason de ceux qui l'interpellent. A celui qui lui crie: « Enc... » depuis une fenêtre, celui qui prétend être porteur de valeurs profondes répond, tel un voyou des petits bals du samedi soir: « Descends un peu, qu'on s'explique! » l'autre répliquant, sur le même ton: « T'as pas intérêt. Si je descends, je te mets un coup de boule! » Tout aussi élégante, dans la formulation, ce « casse-toi pauv'con! », lancé à un visiteur du Salon de l'agriculture, le 23 février 2008, lequel, lui aussi, avait refusé l'accolade du président. Ce cri du cœur ne faisait que démontrer tout à la fois l'estime en laquelle le nain de jardin tient ses compatriotes, et le niveau élevé de son vocabulaire. Bel état d'esprit.

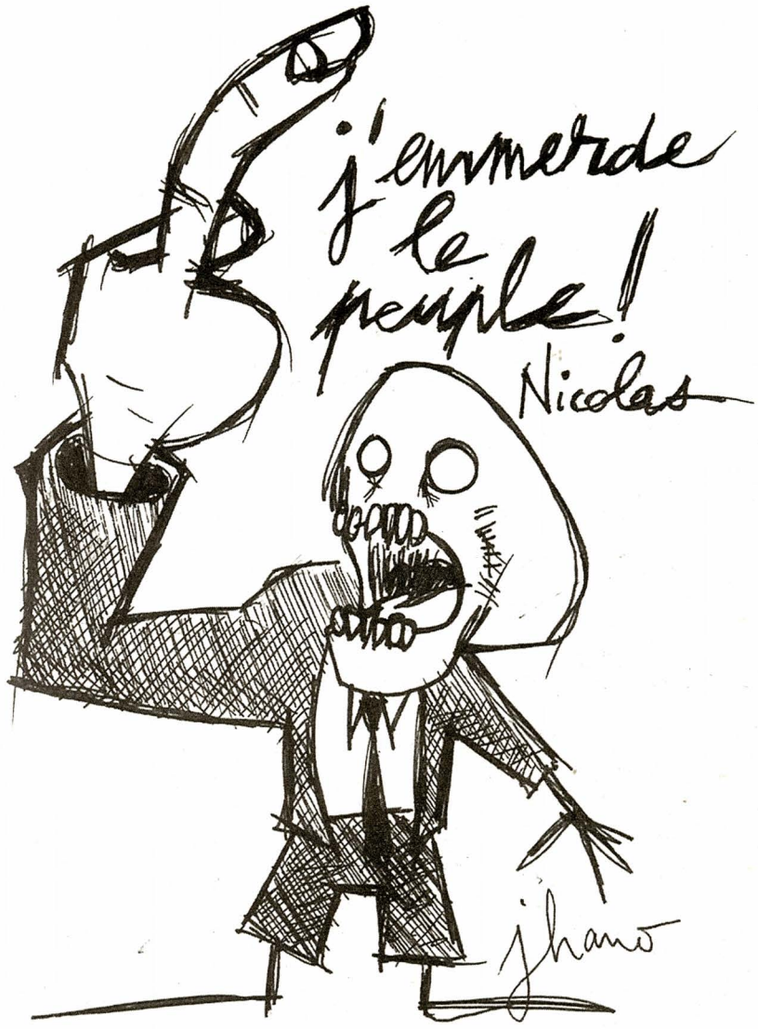


Réforme. . À droite toute

Pourquoi tant de haine, de part et d'autre? Pour les pêcheurs, ce qui ne passait pas, c'était prioritairement les 172 % de hausse de salaire du parrain qui règne à l'Elysée. Quant à celui-ci, jamais avare de promesses non-tenues, il importe surtout d'imposer sa politique de régression sociale en jouant les bateleurs de foire, proposant constamment la concertation, tout en refusant la négociation. Il n'en reste pas moins que cette brutalité langagière, visible dans le propos, peut éventuellement être utilisée contre ses propres affidés; ainsi lorsqu'il traitait « d'imbécile » son propre porte-parole, lequel avait mal préparé une interview avec la journaliste d'une chaîne de télévision US.

Adoubé par tout ce que la France compte de raclures réactionnaires avérées, ou d'abrutis patentés, le petit Nicolas peut se permettre de vider le Code du Travail de son contenu, tout en expliquant aux gogos qui l'ont propulsé à l'Élysée qu'il faut travailler plus sans avoir la certitude de gagner davantage. Dans le même temps, la justice bourgeoise fait les frais de son manque de docilité envers un pouvoir qui la voudrait encore plus répressive. La réforme judiciaire en cours permettant de mieux matraquer les faibles tout en fermant les yeux – autant que faire se peut – sur la malfaisance des puissants, tels les patrons de l'UIMM qui camouflaient un pactole de plusieurs centaines de millions d'euros destiné à tenter de contrôler certains syndicats ouvriers; il en va

ar là...



de même des énarques d'EADS, grands initiés devant l'Éternel.

Rien n'est hasardeux chez Nicolas 1er. Particulièrement cette volonté de se proclamer ouvertement homme-lige des États-Unis, et du système Bush, en particulier. Ce qui est une imprudence car cette allégeance très visible le conduit déjà à expédier un millier de soldats supplémentaires dans le guêpier afghan, avant une possible implication au Moyen-Orient.

Un vote masochiste. .

Les ministres (en fait les collaborateurs, comme il se plaît à le dire) de ce Grand Esprit utilisent peut-être un vocabulaire plus châtié, le fond du discours étant tout aussi brutal. C'est le cas du premier d'entre eux, le citoyen Fillon (ancien gaulliste social) qui clame à tous les échos que, les caisses étant vides, il n'y a rien à négocier. Avec cet argument massue que nous avons voté démocratiquement pour nous faire infliger un traitement digne des sept plaies d'Égypte. Le ministre du Travail, un certain Bertrand, dit « les dents longues », n'a de cesse de faire plaisir à son maître en tentant de nous renvoyer dans un XIXe siècle moral, en un temps où la troupe et la garde mobile servaient d'interlocuteurs obligés lors des conflits sociaux.

Il n'empêche, ces ministres qui ont surtout pour fonction de ne pas trop parler sans l'autorisation du chef d'orchestre, commettent fréquemment de ces petites imprudences qu'il convient de corriger. Il en va ainsi de la remise en cause, le 9 avril, de la carte familiale de la SNCF – dérapage rapidement corrigé. C'est peut-être également le cas pour cette sortie, datée du 11 avril, annonçant la fin du remboursement des lunettes et des frais d'optique – si faibles soient-ils actuellement. De façon faussement ingénue, ces gangsters politiques, qui se piquent d'une forte volonté sociale, envisagent tranquillement de nous priver peu à peu des prestations de la Sécurité sociale, tout en continuant à nous faire cotiser. N'avez qu'à ne pas être malades, pauv'cons!

Lorsque l'on feuillette un quotidien « sérieux », comme *Le Monde*, le nom de Sarkozy apparaît à presque toutes les pages. Il faut pourtant bien se persuader que ce n'est pas seulement le service Communication de l'Élysée qui organise ce culte de la personnalité devant être dû au président omniprésent. Comme si le petit homme était devenu indispensable à tous les instants de vie. Il est vrai que Bonaparte n'était pas grand non plus, mais il avait commencé son ascension bien plus tôt, tout en terminant tristement sa carrière à l'âge où notre président arrivait au sommet de l'État. Comme il convient de rattraper le temps perdu, Nicolas Sarkozy juge indispensable d'accélérer la manœuvre, au prétexte qu'il a été élu pour réaliser ses promesses, y compris celles qu'il s'était bien gardé de nous révéler.

Désireux d'être convenablement secondé, le président s'est entouré de quelques fidèles, dont il a fait des ministres. Ce sont des hommes et des femmes, qui feignent jouer le jeu de la démocratie bien tempérée. Tous, comme leur patron, peuvent affirmer une chose et son contraire – c'est leur sens de la dialectique. Rappelons-nous la profession de foi du petit Nicolas, en janvier 2007, après son intronisation comme candidat de l'UMP à la présidence de la république: « J'ai changé! » affirmait-il, la main sur le cœur. En pire, c'est tout à fait évident. Tantôt il désire donner l'apparence d'un pseudo-démocrate, se faisant aider en cela par Bernard Kouchner, tantôt il présente son visage dur en envoyant en première ligne Hortefeux ou Rachida Dati, tous fossoyeurs d'une démocratie considérée comme peu apte à leurs soit-disant réformes.

La trahison comme doctrine!

Issu d'une mafieuse famille politique, héritier d'un gaullisme aux contours mal définis, où l'ambition personnelle a toujours pris le pas sur l'idéologie cohérente, l'actuel hôte de l'Élysée a bien retenu les leçons de sa tribu d'origine. Rappelons quelques épisodes parmi les plus récents: Pompidou trahissant de Gaulle, en 1968, Chirac trahissant Chaban-Delmas en 1974, le même Chirac trahissant Giscard d'Estaing en 1981 et, enfin, Nicolas Sarkozy trahissant Chirac en faveur de Balladur en 1995. C'était de bonne guerre, un peu tôt peut-être, mais il fallait bien prendre date pour espérer aboutir plus tard. Quelle belle famille de faux frères! Tous issus du sacro-saint suffrage universel...

Maurice Rajsfus

Strasbourg

Pour un 1er mai révolutionnaire et international !

Le groupe de Strasbourg de la Fédération anarchiste et l'Anarchistische Gruppe Ortenau appellent tous les libertaires à participer au cortège anarchiste à la manifestation du 1er mai et à venir ensuite au Molodoï (repas collectif, tables de presses, projection de film).

Sur les origines du 1er mai

Dans de nombreux pays, le 1er mai donne lieu à une célébration de la «fête du travail»: fêtes populaires, randonnées cyclistes et surconsommation alcoolique complètent le tableau. Peu de gens prennent part aux rituelles manifestations des syndicats domestiqués. Et bien moins encore connaissent l'origine combattive du 1er mai, journée de lutte du mouvement ouvrier à l'échelle internationale.

Un regard historique suffit pourtant à remettre en lumière les objectifs et les espoirs – hélas oubliés – des travailleurs, bien au-delà des actuelles revendications salariales. Aujourd'hui, beaucoup de gens ignorent que le 1er mai est né en référence à la mort par pendaison de militants anarcho-syndicalistes à Chicago, au cours d'une campagne pour la journée de huit heures qui a culminé le 1er mai 1886. C'est pour cela que cette journée est pour nous synonyme de luttes sociales et de refus du capitalisme et non pas une « fête du travail », notion qui remonte à l'Occupation et au gouvernement de Vichy.

1er mai 2008 : Autogestion !

C'est pour renouer avec la tradition internationaliste de lutte du 1er mai que nous appelons cette année encore une fois avec l'Anarchistische Gruppe Ortenau à un cortège anarchiste franco-allemand lors de la manifestation du 1er mai. Ensuite se déroulera un repas collectif au Molodoï, salle de concert autogérée, et une projection de film. Cette année, notre appel s'articule autour des luttes dans le monde du travail et du rôle que les syndicats peuvent y jouer.

Pour nous, l'important est de développer des syndicats autogérés qui soient contrôlés par la base. Nous n'avons en effet pas besoin de syndicats qui pratiquent la collaboration de classe et qui acceptent les règles du capitalisme. De plus, les dirigeants syndicaux ne se battront pas pour nous! C'est nous-mêmes qui ferons changer les choses, en prenant l'initiative de la lutte, et si elle doit passer par des syndicats, il ne pourra s'agir que d'organisations où c'est la base qui décide, sans hiérarchie.

Une visibilité accrue

Les deux dernières années, notre mobilisation transfrontalière nous a permis d'avoir une visibilité importante. Ainsi, en 2006, nous étions environ 120 personnes dans le cortège libertaire, et l'année dernière ce sont 200 libertaires français et allemands venus du Bade-Wurtemberg qui ont battu le pavé et qui ont été remarqués par le reste du cortège. À la suite, nous avons pris un repas collectif au Molodoï suivi d'un débat sur les espaces libres et les centres autonomes.

Les gens ont pu s'informer auprès des différentes tables de presse et les échanges entre militants français et allemands ont été positifs. Ils ont permis de comparer et de parler des différentes pratiques et stratégies militantes et des situations sociales qui peuvent varier d'un pays à l'autre, notamment quand on évoque des sujets tels que les centres autonomes ou le syndicalisme où les différences sont importantes.

Solidarité internationale

Le 1er mai n'est finalement qu'un temps fort de notre travail commun avec les camarades allemands. Depuis plusieurs années, nous entretenons des liens réguliers avec des groupes anarchistes, autonomes et antifascistes. Ainsi nous rendons-nous régulièrement à des mobilisation de l'autre côté du Rhin. Nous avons ainsi participé à des manifestations pour défendre le KTS, centre autonome de Fribourg notamment en 2004 et les espaces libres plus généralement.

Cette année, nous avons pris part aux manifestations qui se sont déroulées à Mannheim contre les centres de rétention et à celles qui dénonçaient le nationalisme et le capitalisme. À cela s'ajoutent des mobilisations antifascistes comme à Pforzheim. Avec l'Anarchistische Gruppe Ortenau, nous avons coorganisé la venue d'Anarchist Against the Wall (ATTW) à Offenbourg, permettant ainsi de faire connaître leur combat outre-Rhin et ainsi tenter de mettre en place une réelle solidarité par delà les frontières.

Aujourd'hui les luttes sont globales, et face à un capitalisme qui, lui, ne connaît pas de frontières, il est essentiel de développer l'internationalisme et de ne pas s'enfermer dans des luttes chauvinistes ou nationales. C'est en ce sens que le caractère transfrontalier du 1er mai nous semble tellement important.

Hoch die internationale Solidarität!
Fédération anarchiste-Strasbourg

Toutes les infos sur la page spéciale de notre site Internet : http://fastrasbg.lautre.net/?Pour-un-1er-mai-2008.

L'impasse chinoise

Pierre Sommermeyer

La Chine est à la une de nos médias. Les problèmes des JO, du Tibet et des Droits de l'homme nous préoccupent beaucoup. Les Jeux auront lieu cette année dans l'ordre. Est-ce plus scandaleux que le déroulement des Jeux d'Atlanta dans le Coca-Cola en 1996? Croire qu'en échange des Jeux, la Chine ferait participer le reste du monde à sa croissance était une preuve de réalisme pragmatique: c'est ce qu'elle vient de faire en investissant des sommes colossales dans des banques américaines menacées de banqueroute.

Quand on nous dit que les Jeux olympiques sont indépendants de la politique, on nous dit en réalité que la machine à intoxiquer fonctionne très bien.

Le pouvoir de Pékin aimerait sans doute que les Droits de l'homme fonctionnent en Chine comme ils fonctionnent en Occident, c'est-à-dire sans incidence sur la situation sociale. Malheureusement, tant que les travailleurs chinois ne l'auront pas compris, tant qu'ils demanderont davantage de tout, et pas seulement le droit de changer de maîtres à intervalles réguliers, il faudra bien qu'ils attendent...

Pour le Tibet, il est très intéressant de voir que plus on en est loin, plus on est radical. En étant intraitable avec le dalaï-lama, le pouvoir chinois pousse une partie des Tibétains à se radicaliser, donc à manifester d'autant plus violemment que leur situation est de plus en plus misérable; dans leur réserve, ils sont les Peaux-Rouges des Chinois. Cette radicalisation fait l'affaire de la Chine, car cet arbre tibétain cache la forêt chinoise, c'est-à-dire la situation critique du pays, que le pouvoir de Pékin s'efforce de dissimuler tant pour lui est

importante la tenue des Jeux dans une paix civile apparente.

La forêt chinoise est composée de trois éléments : l'inflation (la hausse des prix qui touche essentiellement l'alimentation), la situation sociale des « masses laborieuses » et, enfin, la fourniture des matières premières utilisées pour alimenter le développement industriel chinois, à savoir la croissance d'un cinquième de l'humanité.

Le prix de l'alimentation

Cet hiver, la neige a frappé durement le développement économique chinois et a fait apparaître le pays pour ce qu'il est vraiment : un géant aux pieds d'argile. Il a suffi que les transports ferroviaires soient bloqués par d'imprévisibles et importantes chutes de neige pour que l'économie de la plus grande partie de la Chine méridionale s'arrête faute du charbon qui fait fonctionner aussi bien les chauffages que les usines et le matériel lourd ferroviaire capable de déneiger les voies ferrées. Cela a aussi entraîné une désorganisation de la production et de la distribution des aliments de base, légumes, céréales, viande. Cette soudaine raréfaction a eu pour conséquence une hausse du coût de la vie, donc une inflation des prix qui commence à devenir douloureuse pour la population : de 7 % pour les uns, de 8,7 % pour les autres, ces différences d'appréciation illustrant juste l'absence de statistiques fiables dans l'empire du Milieu. Comme partout, ce sont les produits de première nécessité qui sont visés. La viande et l'huile, par exemple, auraient vu leur prix augmenter en un an de 50 %. Le kilo de porc coûte 60 % de plus qu'un an auparavant : base de la nourriture chinoise, le porc, devient rare, car cet hiver beaucoup de bêtes sont mortes ou de froid, ou, dans les élevages industriels, d'épidémies dues au manque d'hygiène.

Les salaires

Cette pénurie alimentaire risque d'entraîner des troubles sociaux. Le pouvoir central va tenter d'y faire face là où il a le plus de capacité à intervenir c'est-à-dire sur la bande côtière hyperdéveloppée. Dans son édition du 4 avril, *Le Monde* annonce que les salaires chinois ont augmenté de 18,7 %. Quand on regarde les chiffres de près, les faits sont un peu différents. Le salaire annuel moyen atteint l'équivalent de 2275 euros (24932 yuans), c'est-à-dire 189 euros par mois. Mais cette moyenne cache d'importantes disparités. Le salaire moyen est d'environ 40000 yuans du côté de Canton ou de Shanghai. A Shanghai, le salaire minimum a été augmenté de 14 % ; il est passé de 840 à 960 yuans par mois, ce qui ne fait pas plus de 10000 yuans pour l'année ! Simultanément, les officiels font état de la revalorisation des retraites et des allocations chômage. Ils vont même jusqu'à dire qu'un employé d'une société d'État, s'il gagne moins de 10 % du salaire de son patron, serait en droit de demander une augmentation. Mais quel employé, ouvrier, où qui que ce soit, connaît le salaire de son patron ? Ces augmentations par-ci par-là, quelle que soit leur importance, ne sont là que pour cacher l'accroissement rapide du coût de la vie. Il ne s'agit pas d'améliorer le quotidien des petites gens, mais juste de faire en sorte que le mécontentement ne vire pas à la révolte.

La possibilité de troubles sociaux n'est pas envisageable tant dans la région côtière où les salaires, même s'ils sont bas, augmentent quand même, que dans le reste du pays, essentiellement agricole, où ce type de compensation n'existe pas. Ce sont ces troubles sociaux possibles, et même probables, qu'il va falloir empêcher, ou au moins cacher, afin de ne pas perturber le déroulement des Jeux olympiques.

La situation des travailleurs

Depuis plus d'un an, nous assistons à une déferlante de réglementations sociales. La liberté syndicale a été proclamée, au profit d'un seul syndicat bien sûr, permettant au pouvoir chinois d'avoir un œil à l'intérieur des entreprises appartenant aux « étrangers ».

La Sécurité sociale a été instituée, mais, en dehors des entreprises d'État : bien peu le savent. *Le Chine Labour Bulletin*, ON résidant à Hongkong, rapporte que des ouvriers de Zhangzou, province du Fujian, mis à la préretraite pour des raisons de restructuration et arrivés à l'âge de la retraite officielle, se sont aperçus qu'ils n'avaient pas droit alors à la Sécurité sociale. Leurs multiples démarches auprès de toutes les instances gouvernementales se sont heurtées à une fin de non-recevoir. La sécu, ce n'est pas pour les retraités.

Dans les entreprises où il y a une section syndicale, les permanents sont payés par le patron. Ainsi, même s'ils sont conscients des problèmes, ils ne peuvent rien faire. Dans l'aciérie Yuegang, province du Shaanxi, les ouvriers ont élu leurs représentants. Comme le résultat n'a pas plu à la direction, celle-ci leur a ordonné de revoter… et elle fut satisfaite. Cela n'a pas empêché, quelque temps après, les ouvriers de se mettre en grève pour des augmentations de salaire. Pour appuyer leurs revendications, ils bloquèrent l'autoroute interprovinciale pendant quatre jours, provoquant une désorganisation importante dans cette partie très industrialisée de la province. Mais, malgré la solidarité des ouvriers d'autres entreprises, dégagés par la police à la faveur de la nuit, ils durent reprendre le travail.

Dans les milieux ruraux, chez les paysans, il n'est plus question de salaires, mais de la présence de ces fermes qui empêchent le développement des villes et surtout la mise en place de chantiers lucratifs pour les bureaucrates locaux. Toutes les méthodes sont bonnes pour anéantir la résistance à l'expulsion. Dans la zone de développement économique de Chuzhou, province de l'Anhui, les grands moyens ont été utilisés pour déloger un cultivateur de champignons. Ses protestations, ses contrats de location, rien n'y a fait. La police a refusé d'intervenir lors de la première tentative de démolition. Au paysan qui protestait, il fut répondu : « C'est la dictature du prolétariat. » La fois suivante, une bande de malfrats aux ordres de la mairie est venue tout casser. Comme elle résistait, la paysanne a été jetée par la fenêtre de sa maison. Elle fut transportée à l'hôpital avec des fractures de la colonne vertébrale, et son mari réussit malgré tout à faire payer les soins par la commission chargée de gérer la zone, un peu honteuse de ses actes. Mais le paysan et tous ses voisins étaient partis : le chantier pouvait démarrer.

La machine économique

Pour faire face aux défis intérieurs, le pouvoir chinois a lancé sa finance à l'assaut du monde. Il lui faut assurer son approvisionnement en pétrole, les fonds souverains vont faire leur apparition dans le capital de Total pour un petit 1,5 %, le PDG de cette multinationale avouant qu'il leur avait demandé de ne pas dépasser 3 %. Ces mêmes fonds avaient déjà tenté de mettre la main sur une compagnie américaine il y a deux ans et en avaient été empêchés par l'opposition résolue du Congrès américain. Il y a quelques mois, il n'y eut personne pour empêcher les Chinois de prendre une part importante de la banque d'affaires américaine Morgan Stanley pour la sauver du krach dû aux subprimes.

Le pays doit assurer son approvisionnement en minerai de fer et c'est la bataille pour contrôler la fusion de deux trusts australiens spécialisés dans la production de minerai, BHP Billiton et Rio Tinto, respectivement premier et troisième du classement mondial dans leur catégorie. Il s'agit pour la Chine de devenir un partenaire incontournable dans ce domaine. Un trust chinois, producteur d'aluminium, Chinalco, ayant déjà pris 9 % des actions de Rio Tinto ; cette fois, c'est Baosteel, géant chinois de l'acier, qui est à la manœuvre.

La course en avant

Le pouvoir chinois sait qu'il est assis sur une caisse de dynamite dont la mèche est pour le moment éteinte. Il doit tout faire pour empêcher l'explosion. A court terme, la bonne tenue des Jeux lui est indispensable et, à moyen terme, il lui faut développer son emprise sur le reste du monde. Si la Chine représente un cinquième de la population mondiale, elle ne dispose que de 0,094 hectare de terre arable par personne, contre 0,25 hectare pour le reste du monde. Il lui faut trouver d'autres sources d'approvisionnement de nourriture, comme de minerai. D'où son intérêt marqué pour l'Afrique. Il ne s'agit pas de colonialisme mais juste d'expansion impérialiste.

P. S.

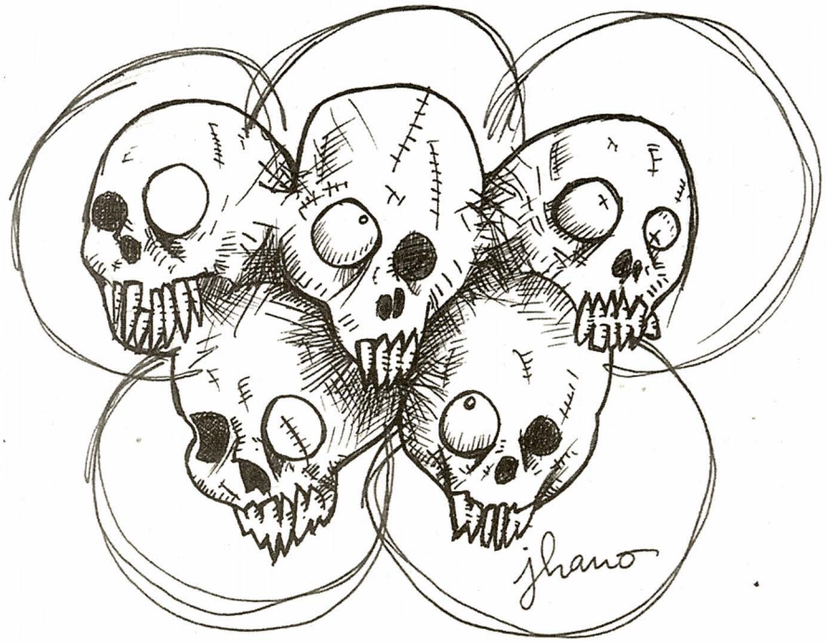
Suite de cet article dans un prochain numéro

Qu'est-ce que le capital laisse à la fraternité ?

Les idéaux sont morts, vive la désobéissance...

Thierry Lodé

Professeur d'écologie évolutive



À CETTE HEURE où vient de déambuler la flamme olympique, se demande-t-on encore ce qu'il reste de son idéal affiché ? On entend ça et là les ouailles bourgeoises trépigner sur le bien-fondé d'une cérémonie olympique et se développe l'argument d'un boycott néfaste aux athlètes et mauvais pour infiltrer dans les dictatures muettes un peu de paroles. En s'interrogeant sur les idéaux qui ont préludé au fonctionnement de la grand-messe olympique, doit-on se souvenir du baron dessinant une quasi-fraternité sportive où l'important était de se retrouver ensemble et de jouer ? A-t-on donc si bien joué en 1936 à Berlin ? A-t-on vu la moindre dictature frissonner devant la vindicte démocrate ?

Non, le sport spectacle est un idéal nationaliste, comme nous le rappellent périodiquement les hooligans et autres imbéciles. On ne peut pas espérer qu'un monde soit modifié par le sport qui accumule toutes les agressivités, toutes les rivalités nationales, nation contre nation. Il reste l'exigence de certaines nations-non-États d'y figurer et ainsi de profiter de ces rituelles batailles. Revendiquant la nation, le rituel sportif ne constitue rien de la fraternité. Il est de ces drogues qui anesthésient l'esprit.

Les idéaux sont morts. Le spectacle les a tués. Mais quand l'esprit vient au peuple, on peut s'attendre à tout. Car si la conscience ne s'avère pas toujours une insoumission aux habitudes, il est une conscience qui s'accompagne forcément de désobéissance. « Si la machine gouvernementale veut faire de nous l'instrument de l'injustice, alors je vous le dis, enfreignez la loi. Que votre vie soit un contre-frottement pour stopper la machine », c'est le cri de Thoreau.

En annihilant l'intérêt de la conscience, l'espérance flattée devient la plus forte superstition contre le mouvement des peuples. Chacun sait l'inanité de cette spéculation magique, l'espoir ne sert à rien pour entreprendre. Il construit bien plus d'anxiété que de vivacité. Le populisme n'a pas d'autre lit qui caresse le poil des démunis pour ordonner de vaines promesses et désigner des faux coupables. Le sport y contribue d'ailleurs largement. Voilà, c'est bien souvent d'espoir que la conscience est esclave, tristement enchaînée. L'homme est un animal malade de sa conscience au point d'éprouver le besoin de l'espoir ainsi que d'un analgésique. Bien au contraire, une conscience aiguë, lucide ne s'accompagne pas de cette illusion, une conscience lucide ne prend pas l'espoir anesthésique au sérieux. Car la fin des illusions sur sa condition conduit l'exploité à refuser une condition qui a tant besoin d'illusions.

Le lapin et le corbeau

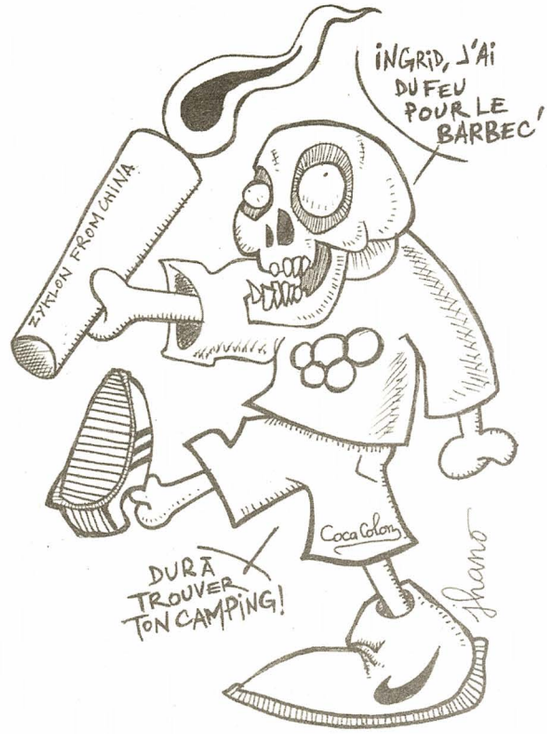
(Fable rarement proposée à l'école)

Un corbeau sur un arbre était perché
à rien foutre de toute la journée.
Un lapin voyant ainsi le corbeau
L'interpelle et lui dit aussitôt:
Moi aussi, comme toi, puis-je m'asseoir
Et rien foutre du matin jusqu'au soir?
Le corbeau lui répond de sa branche:
Bien sûr, ami à la queue blanche,
Je ne vois ce qui pourrait t'empêcher ce repos.
Blanc lapin s'assoit alors par terre,
Et sous l'arbre reste assis à rien faire
Tant et si bien qu'un renard affamé,
Voyant ainsi le lapin somnoler,
S'approchant du rongeur en silence,
D'une bouchée en fait sa pitance.

Moralité:
Pour rester assis à rien branler,
Mieux vaut être très haut placé

Galina

La responsabilité. Voilà l'immense différence qui distingue l'anarchiste des collectivistes de la conscience, républicains, socialistes, communistes mêmes, de tous ceux qui se croient l'avant-garde des peuples. Confortablement installés dans l'idéal d'une transformation à venir, même les plus honnêtes des réformistes ou révolutionnaires attendent le grand soir pour diriger la conscience des autres. Tandis qu'eux demandent l'obéissance aux partis et la soumission aux lois populaires, l'anarchie est une désobéissance. L'anarchie est une désobéissance qui exige la responsabilité de chacun. Si la désobéissance nécessite une conscience aiguë du scandale des contraintes, elle n'a pas besoin d'espoir pour se mouvoir. La désobéissance n'est pas là pour exiger de meilleurs règlements ou demander de rectifier les mauvais côtés de lois imbéciles. Non, les anarchistes ne sont pas si naïfs. La désobéissance constitue un acte de santé mentale, une résolution de la conscience et de ses contradictions, un triomphe de la responsabilité, une nécessité même, parce qu'on ne peut pas vivre toujours courbés. Désobéir est une vigilance, un début d'humanité.



Chaque exploité le sait bien pour qui chaque petite résistance à l'oppression est une victoire. Une victoire de la conscience, cette serveuse qui offre à déjeuner au sans-abri exclu, cette caissière qui en « oubliant » de regarder le sac de la cliente refuse d'être auxiliaire de la police des marchands, ce travailleur qui retarde son travail et ne sacrifie pas au succès des actionnaires qui exploitent en dormant, cet enseignant qui loge une famille expulsable quand la loi dénie cette solidarité des pauvres, cet agent qui remet subrepticement l'électricité au domicile des plus infortunés, ce faucheur volontaire qui empêche les cultures génétiquement modifiées de tourner rond, ce jeune qui organise le droit au logement et même ce fonctionnaire organisant la résistance contre l'ignoble rafle du Vel d'hiv. Et il faudrait parler de tant d'autres, les empêcheurs de pylôner en rond, les brigades antipub... Chaque fois se construit un vrai petit morceau d'humanité, en refusant d'assimiler les gestes, les acquiescements qui, d'une manière ou d'une autre, nous livrent et en emprisonnent d'autres dans le système actuel de domination et de dépendance du monde marchand. « Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs », précise la Constitution du 24 juin 1793 (art. 35). La responsabilité individuelle est à prendre contre la soumission au groupe social.

Conscience et désobéissance fondent une infraction individuelle. Thoreau connut la prison en 1846 pour avoir refusé de payer la dîme cautionnant la politique d'esclavage et de guerre contre le Mexique. Il est impossible d'être soi-même complice de l'injustice dès qu'on la connaît. Il fut dit de l'anarchiste individualiste sa bouderie de se « solidariser » tant on assimile souvent l'illusion du nombre à l'efficacité. Les foules promènent cette résignation de déléguer la révolte à quelques chefs, à quelques « responsables ». « Dès l'instant qu'un peuple se donne des représentants, il n'est plus libre, il n'est plus », affirmait dès 1762 cet étrange révolutionnaire qu'était Jean-Jacques Rousseau. Le monde s'appuie à gauche depuis 1789, en dépit des dictatures. Il n'y a pas lieu de se plaindre que les gouvernants soient des menteurs ou des lâches. Au contraire, il faut savoir la force de la révolution de la vie quotidienne, du refus des exclusions et de la conquête du bonheur.

Désobéir, c'est être responsable... Que nous importe ces institutions, ces États si leur seule contribution est d'appliquer la police des exploiteurs. La désobéissance s'avère toujours une forme de délinquance selon l'instrument policier car l'application des lois constitue un choix de société. Pourtant, c'est cette désobéissance-là qui a construit l'humanité du monde.

C'est ainsi que l'esprit vient au peuple.

T. L.

Arendt H. 2002. *Du mensonge à la violence: essais de politique contemporaine*. Ed. Pocket. Rousseau J.-J. 1966. *Du Contrat social*. Ed. Flammarion. Thoreau H. D. 1997. *La Désobéissance civile*. Ed. Le passager clandestin.

Le dernier livre de René Schérer

Pour un nouvel anarchisme

Merce Cunningham company.

Le philosophe bien connu des lecteurs du *Monde libertaire* nous a fait parvenir son dernier ouvrage consacré à l'anarchisme[1], qu'il définit ainsi : « L'anarchisme n'est pas un système politique existant ni définissable en soi. » Pour René, l'anarchisme pénètre toute pensée et toute action politique et philosophique, en forme un élément plus ou moins intense. Il se tient au début comme existence primordiale d'une société sans principe autoritaire ni organisateur et, à la fin, dans la perspective toujours reculée, utopique, d'une dissolution de l'État. Il y a un anarchisme des deux côtés : tant de Barrès que de Kropotkine, de Péguy que de Bakounine ou de Blanqui. Gide, Valéry, Artaud, peuvent être comptés dans son florilège, son éventail ouvert. Devant la densité de l'ouvrage, *Le Monde libertaire* a pris la liberté de reproduire des extraits de l'avant-propos du philosophe, une mise en bouche…

« Je suis installé entre la rue Charles Fourier et le boulevard Auguste Blanqui, à Paris, dans le XIIIe arrondissement. J'erre de l'une à l'autre au cours de mes promenades quotidiennes, je suis bien placé pour méditer sur l'anarchisme […]. Dans le coin, il n'y a, à la vérité, ni Bakounine ni Kropotkine, ni – ce qui aurait été plus vraisemblable, car hôtes avoisinant –, Jean Grave ou Péguy. Ils furent meilleurs représentants éponymes et interprètes de l'anarchisme que ne le furent Fourier – qui a vitupéré surtout contre l'anarchisme commercial de la civilisation –, et Blanqui, trop organisateur de luttes armées pour être vraiment lavé de tout soupçon d'autoritarisme. Peu importe, toutefois. Ces noms prêtent à rêver et à penser, même si l'on estime qu'une certaine idée du blanquisme n'est pas très éloignée de la Terreur et que, chez Fourier, ne sont pas absentes les compromissions avec l'esprit de son temps, à commencer par la manière dont il a épinglé "l'usurier juif". »

« L'anarchisme n'est pas un système politique existant ni définissable en soi. Il n'est pas isolable ni organisable à la manière d'un parti. Il pénètre, traverse toute pensée et toute action politique et philosophique.»

« Aussi les noms seront-ils les jalons et les guides d'une méditation qui se plaît à déambuler avec eux, à la semblance du promeneur que ses pas conduisent d'une rue à l'autre, ils sont les repères d'une philosophie géographique et urbaine. D'une géophilosophie qui trouve dans les artères d'une ville une nomenclature pour la rêverie. "Artères" bien nommées puisque véhiculant la vie. Puisqu'elles forment les labyrinthes et les bifurcations qui, tout en imposant certains choix, laissent à tout moment entrevoir des possibilités autres, des variations dans un parcours. Leibniz a spéculé sur "le labyrinthe du continu" pour désigner l'infinie divisibilité des sensations comme des choses, dont les infinitésimaux concourent à la production de la réalité concrète. Ce labyrinthe part des âmes, débouche sur les corps et réciproquement. Benjamin a parlé de la ville comme d'une forêt dont les maisons sont les arbres et les avenues les sentiers, où il est bon de s'égarer avant de retrouver son chemin. Borgès a évoqué l'impossibilité et la nécessité, tout ensemble, de suivre simultanément toutes les bifurcations alors qu'il conviendrait, apparemment, de n'emprunter que la bonne. »

« L'anarchisme est ce qui arrache le politique à une tentation de transcendance sans cesse renouvelée. Il le traduit devant le réel, devant la problématique sociale effective qui prend pour fin une association ne relevant que des passions harmonisées. »

«La conduite anarchisante de la pensée est à ce prix. Penser c'est d'abord errer, libre de toute contrainte. Sinon "tout dire", même les incompatibles, le tenter du moins. C'est dans cet esprit que les textes qui suivent ont été écrits et ajustés. Ils concourent dans la commune intention de faire aller de pair ce que, peut-être, on n'aurait pas eu l'idée d'associer. J'annonce déjà que dans chacun il y a plus que de la pensée : de la passion, de l'attraction passionnée et, pourquoi pas, amoureuse. Un geste d'appel vers quelque visiteur qui viendrait répondre à une attente. L'anarchisme n'est pas complet si l'affirmation de soi, qui lui sert de base et de tremplin, n'est pas ouverte sur quelque rencontre. Il est, de nature, hospitalier. Il est une offre permanente d'hospitalité, sans que la rebutent les dénégations, moqueries ou refus. »

Patrick Schindler
groupe-claaaaaash@federation-anarchiste.org

1. René Schérer *Pour un nouvel anarchisme*, Éd. Cartouche, 17 euros, disponible à la librairie du *Monde libertaire*, 145 rue Amelot, 75011, Paris.

Dominique Grange sur scène

Dessin de Jacques Tardi. *1968-2008... N'éffacez-pas nos traces!* Éditions Casterman. En vente à la librairie du *Monde libertaire*.

On n'y peut rien: je suis un sentimental. Lundi dernier, donc, votre ami Cailloux a été au concert, parce que, quand même, Dominique Grange, c'est toute une époque... Et comme je sais que vous êtres friands de ces choses, il m'est apparu intelligent de vous raconter un peu ma soirée.

En fait, le concert est organisé pour lancer l'album *1968-2008... N'effacez pas nos traces!* C'est un très chouette objet: un CD accompagne un album de dessins, des extraits de chansons interprétées par Dominique illustrés par Tardi. Les très connues de l'après Mai 68, comme *Grève illimitée* ou *Chacun de vous est concerné*, des moins entendues, comme *Les Rivières souterraines*, ou l'éponyme *N'effacez pas nos traces!* Le texte de Rémo Gary, *Le Sang*, offre en particulier l'occasion à Tardi de manifester son talent dans une veine moins directement militante, à vous glacer les os.

Nous voilà donc entassés, quelques bonnes centaines, dans un Café de la Danse vertical et archicomble. J'aimerais pouvoir écrire « archicomble et chauffé à blanc » mais, s'il m'est permis de hasarder une impression, nous ne formions pas un public extraordinairement doué ni réceptif. Est-ce parce que la salle, certainement de gauche, n'avait pas grand-chose de prolétarienne? Toujours est-il que notre public avait bien du mal à reprendre les chansons et manifestait une digne réserve quant au combat supposé continuer. Les nouveaux partisans étaient devenus des anciens combattants, et il y avait comme un décalage...

Pourtant, ni Dominique Grange ni ses musiciens n'ont ménagé leurs efforts, et la projection sur le mur derrière la scène des dessins de Tardi donnait à l'ensemble la dimension d'un spectacle complet. « Guerillera de la chanson », Dominique déborde de sincérité sur scène: chaque texte doit porter pour aujourd'hui. Sa grève illimitée n'est pas seulement celle de 1968, elle est aussi celle qui, demain, balaiera le capital et l'État; la pègre, elle n'a jamais voulu cesser d'en être. Ce n'est pas ce qu'un public nostalgique de jeunes années sagement remisées au rayon des souvenirs serait venu chercher. Le sang des héros tombés n'a pas pour eux vocation à féconder la terre pour les hommes de demain. Plutôt à trôner dans un bocal sur la cheminée.

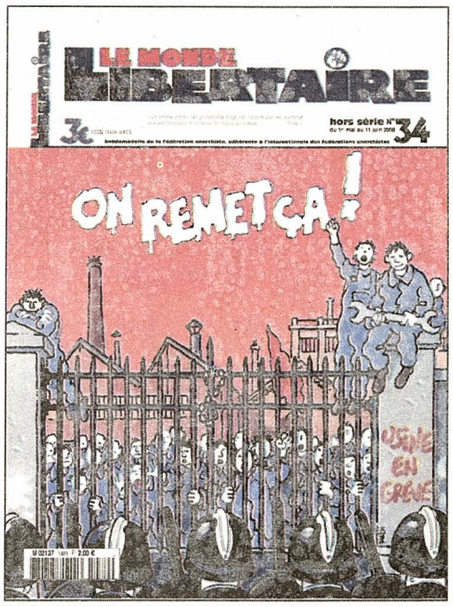
Et on en vient à douter: cet appel au combat et au sacrifice, est-ce lui qui est décalé avec l'époque? Ou bien est-ce la retenue de bon aloi, la discipline impeccable et la dignité polie, la respectabilité studieuse, que nous affichons si facilement? Car enfin, c'est toujours pas sur leurs tapis qu'on meurt de silicose! Finalement, oui, Dominique Grange, c'est toute une époque: celle du combat nécessaire, le nôtre, aujourd'hui.

Moïse Cailloux

Pas de panique!
Une séance de rattrapage aura lieu vendredi 16 mai au Forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès à Ivry. Réservations: 0146726468.

1968 2008 On r'met ça !

Du 1er mai au 11 juin chez votre marchand de journaux, un numéro hors-série du *Monde libertaire* en forme de pavé dans la gueule du pouvoir !



Abonnez-vous !

On peut maintenant, outre le courrier, s'abonner « en ligne », avec paiement sécurisé et tout et tout :
www.librairie-publico.com
Vous en profiterez pour commander, du même coup, les nouveauté de la librairie du Monde libertaire, et télécharger les récents catalogues au format .pdf

Pour trouver facilement les points de vente près de chez vous, le site
www.trouverlapresse.com
un outil de notre diffuseur, les NMPP est à votre disposition. Si vous ne disposez pas d'un accès Internet, n'hésitez pas à nous téléphoner : 01 48 05 34 08, entre 14 heures et 19 h 30. Achetez le *Monde libertaire* le plus souvent possible, et dans le même lieu, et n'hésitez pas à insister pour qu'il soit bien visible.

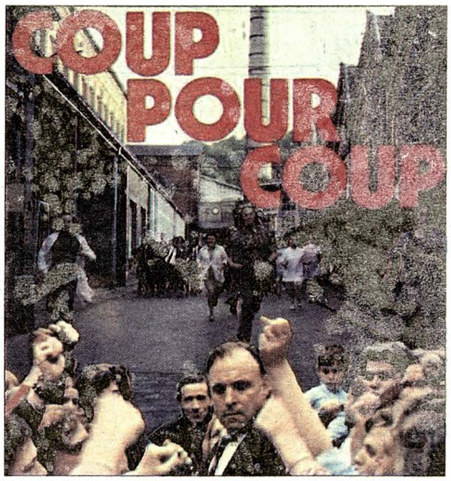
Lyon

Pourquoi l'esprit de Mai 68 leur fait-il toujours peur ?

A LYON, LE MERCREDI 14 MAI, à 19h30, à la maison des passages, au 44 de la rue Saint-Georges, le groupe Vivre libre de la Fédération anarchiste vous invite à une soirée débat publique.

Le film *Coup pour coup* de Marin Karmitz et les ouvrières de l'usine d'Elboeuf (1972, durée : 1h30) sera diffusé. Le film raconte des ouvrières d'une usine de confection dans leur vie quotidienne face à la double journée quand survient une grève sauvage. La répression patronale est telle que la solidarité et la force collective s'organisent pour la battre en brèche. L'un des intérêts du film est que, ensuite, suivront des lectures d'extraits du livre *Mondétron*, écrit par A. L. Herope (Éd. Thélès, 2007).

Après la projection et les lectures, sont prévus un buffet-buvette accompagné d'un diaporama musical (affiches, photos, slogans, chants et musiques engagées de 68 à 2008) et des sketchs 68/2008 par le compagnie Noir clair (dialogues : A. L. Herope, mise en scène : Éric Zobel). Il y aura aussi une table de presse.



Vendredi 9 mai
Manifestation internationale antifasciste. Contre le défilé des identitaires, en solidarité avec les antifascistes russes, rendez-vous à 20 heures, à l'appel de la Fédération anarchiste et du SCALP. Ponctualité nécessaire.

Meeting-débat

Mai 68, mai 2008... la révolution reste à faire

Le vendredi 30 mai 2008 à la Bourse du Travail de Saint-Denis (M° Porte de Paris, ligne 13) se tiendra cette rencontre.

Au programme :

18 h : ouverture des portes.
18h30 : présentation et introduction de la soirée et du premier débat par Clément Garnier (AL).
18h35 : première séquence : Une lecture révolutionnaire et libertaire de Mai. Avec la participation de : Jacques Baynac (historien) ; Jean-Pierre Duteuil (Ex-Mouvement du 22 mars) ; Hélène Hernandez (militante anarcha-féministe). Il s'agit de croiser différentes approches libertaires, critiques et une interprétation globale de Mai 68 : y avait-il une situation révolutionnaire ou pré-révolutionnaire ? Que pouvaient faire les révolutionnaires, les libertaires pour aller à la rupture ? Qu'ont-ils fait ?
19h20 : débat avec la salle
20h30 : fin du premier débat. Une demi-heure de pause.
21h : présentation et introduction de la soirée et du deuxième débat par Samuel (CGA).
21h05 : deuxième séquence : La persistance de l'esprit de Mai dans les luttes d'aujourd'hui. Avec la participation de : Nathalie Bonnet (Syndicaliste cheminote) ; Kamel Tafer (Syndicaliste étudiant) ; Hugues Lenoir (Chroniques syndicales de *Radio libertaire*) ; Elisabeth Claude (Femmes libres de *Radio libertaire*). En quoi le mouvement social de 2008 est (et n'est plus) l'héritier de Mai 68 et de la décennie rouge qui a suivi. On pourra s'interroger, notamment, sur les progrès et les reculs de l'auto-organisation, l'intégration des problématiques « sociétales » (féminisme, immigration, discriminations diverses) dans le mouvement syndical et social.
22h : débat avec la salle.
23h : fin de la soirée.

Radio libertaire

Jeudi 24 avril

Jus de rue (8 h 30). La parole aux gens de la rue par Philippe et Casquette.

Chronique hebdo (10 heures). Commentaire de l'actualité par Jacques et Gérard, du groupe « La vache folle ».

Radio cartable (14 heures). La radio des enfants, émission réalisée par les élèves des écoles d'Ivry-sur-Seine.

Si vis pacem (18 heures). Tchernobyl an XXIII. Sortir du nucléaire.

Vendredi 25 avril

Place aux fous (13 heures). En direct Yves Citton pour son essai *Lire, interpréter, actualiser. Pourquoi les études littéraires?* (Éd. Amsterdam, oct. 2007); ainsi que François Cusset des éditions La Découverte.

Samedi 26 avril

Chronique syndicale (11 h 30). Luttes et actualités sociales.

Chroniques rebelles (13 h 30). *Bouffon Imperator* d'Alain Brossat (Lignes). Le journal des cent premiers jours du président.

Deux sous de scène (15 h 30). Magazine de la chanson vivante par Nicolas Choquet.

Orpheas antissa, les jardins d'Orphée (21 heures). Découverte de *Le Prisonnier* de Luigi Dallapiccola opéra, *La torture par l'espérance* d'Auguste de Villiers de l'Isle-Adam, actuellement au Palais-Garnier.

Nuits aff (23 heures). Soul music du côté de Detroit (Michigan, USA).

Dimanche 27 avril

Tempête sur les planches (14 heures). Le retour de Darina Al Joundi à Paris pour jouer son récit de la *Guerre civile* à Beyrouth, sa jeunesse folle sous les bombes et l'étouffement progressif des libertés pour les femmes dans la société libanaise.

Il y a de la fumée dans le poste (18 h 30). Cannabis. La joyeuse équipe du CIRC traitera en direct de l'actualité des drogues en général et du cannabis en particulier.

Lundi 28 avril

Lundi matin (11 heures). Infos et revue de presse. L'actualité passée au crible de la pensée libertaire, par Sylvie et Laurent.

Les partageux de la Commune (13 heures). Commune de Paris. L'Histoire revue par Jean-Jacques.

Le Monde merveilleux du travail (19 h 30). Anarcho-syndicalisme. La section ANPE du syndicat Santé-Social.

Mardi 29 avril

Le Parisien libertaire (8 heures). Faut libérer Paris! Retour non-exhaustif et militant sur l'actualité parisienne. L'agenda militant. Par Greg et Davou.

L'idée anarchiste. (14 h 30). Réflexion sur l'anarchisme. Textes historiques ou actuels.

Les amis d'Orwell. (16 heures). Souriez, vous êtes filmé(e)s! Interview de Jean-Yves Hubert, du collectif Refus ADN, qui refuse de donner ses empreintes génétiques et d'être fiché dans le Fnaeg qui contient déjà plus de 500000 profils génétiques.

Idéaux et débats (18 heures). C'est la fête pour nos 25 ans d'émission avec Les Petites Bourrettes et les Fatals Picards qui viendront pousser la chansonnette.

Paroles d'associations (19 h 30). Invité par Sylvie: Cris Kenna, chanteur australien sera l'invité de l'émission.

Radio libertaria (20 h 30). Émission de la CNT/AIT Actualités militantes.

Mercredi 30 avril

Court-circuit (9 h 30). Philosophie, Arts et Politique. Par Patrice Alain.

Blues en liberté (10 h 30). Émission musicale blues. Nouveautés, rééditions. Par Thierry Porré.

Sans toit ni loi (12 heures). Émission sur les mal-logés et la précarité.

Le manège (14 heures). Littérature & Cinéma. L'invité littéraire, par Boris Beyssi; les chroniques ciné de Heike Hurst.

Femmes libres (18 h 30). Femmes qui luttent, femmes qui témoignent. Rendez-vous militants et infos.

Ras les murs (20 h 30). Actualités des luttes de prisonniers. Natacha vient parler de l'Afrique du Sud, à travers les prisons, et de son travail de recherche concernant les émeutes de 1994 à la prison de Pollsmoor.

Jeudi 1er mai

De rimes et de notes (12 heures). Actualité de la chanson et du spectacle *1er mai, jour Ferré!* A partir de 1 heures au Trianon...

Les enfants de Stonewall - Pédérama (19 h 30). Homosexualité. L'émission des folles et des pédales...

Vendredi 2 mai

Place aux fous (13 heures). Entretien avec Palem. Inlassable chercheur musical entre acoustique épuré ou trafiqué et trafic noise.

Radio espéranto (17 h 30). Émission de l'association Sat-Amikaro, pour la défense et la promotion de la langue Espéranto.

Samedi 3 mai

Chroniques rebelles. (13 h 30). Histoire du spectacle militant (1966-1981).

89.4 MHz en région parisienne

rl.federation-anarchiste.org

Jeudi 24 avril

Saint-Brieuc (22)

20 heures. Le Groupe Jean Souvenance de la Fédération anarchiste organisera à la petite salle de Robien une projection-débat autour du thème de la prison. Film documentaire de l'OIP suivi d'un débat avec Pascal Lebert auteur de *Des mots et des murs* ; éditions Keitia, bénéfices reversés à la bibliothèque de la maison d'arrêt de Nantes.

Saint-Denis (93)

19 heures. La désobéissance civile : Passer à l'action. Suite du cours précédent : Clown-activisme et vidéo-activisme, notions de désescalade de la violence... Exercices et projections de vidéos d'actions. Présentation de Xavier Renou. Soirée organisée par la Dionyversité, université populaire de Saint-Denis. Bourse du Travail de Saint-Denis, site http://upop-stdenis.1901.org

Vendredi 25 avril

Marseille (13)

21 heures. Richard Martin sera l'interprète unique d'un texte de l'écrivain libertaire marseillais Henri-Frédéric Blanc. *La révolte des fous* : Théâtre Toursky, 16 promenade Léo Ferré, 13003 Marseille (Tél. : 04 91 02 58 35, réservations 0820 300033).

Saint-Jean-en-Royans (26)

20 heures. Un weekend sur le travail dans les locaux d'Activ'Royans : Projection du film *Attention Danger Travail*, suivi d'un débat et d'une collation. Soirée organisée par le Groupe La Rue Râle de la Fédération anarchiste.

Saint-Nazaire (44)

20 h 30. Jean-Pierre Levaray animera un débat autour de la représentation ouvrière de nos jours après la projection du film *Putain d'usine* inspiré de son livre, à la Librairie La voix au chapitre, 67, rue Jean-Jaurès, près des halles.

Samedi 26 avril

Saint-Nazaire (44)

De 14 h 30 à 16 heures, débat sur le chômage et le travail, 16 h 30, table ronde sur ces sujets, à la Librairie La voix au chapitre, 67, rue Jean-Jaurès, près des halles.

Tours (37)

La Niche, librairie libertaire, 14, rue du Plessis, 37 520 La Riche. Débat sur le sport.

Marseille (13)

21 heures. Richard Martin sera l'interprète unique d'un texte de l'écrivain libertaire marseillais Henri-Frédéric Blanc. *La révolte des fous* : Théâtre Toursky, 16 promenade Léo Ferré, 13003 Marseille (Tél. : 04 91 02 58 35, réservations 0820 300033).

Pont-en-Royans (38)

20 heures. À la Médiathèque La Halle : « Vive le travail ? Regards croisés sur le travail. » Projection du film *The Take*, suivi d'un débat et d'une collation. Soirée organisée par le Groupe La Rue Râle de la Fédération anarchiste.

Rouen (76)

15 heures. Rencontre avec le photographe Rogerio Ferrari autour de son nouveau livre *Les Kurdes un peuple sans pays*, à la librairie l'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire.

Paris XIe

16 heures. Chanson française à la librairie du *Monde libertaire*, avec Moustache (Brassens, Renaud, etc. + compos) et Claudio Zaretti (chansons percutantes, nostalgiques ou endiablées), 145, rue Amelot, M° Oberkampf, République et Filles-du-Calvaire.

Mercredi 30 avril

Vannes (56)

16 heures. Rassemblement de soutien à un lycéen interpellé lors d'une manifestation contre la généralisation du Bac pro en trois ans. Devant le tribunal correctionnel (derrière la Poste).

Auray (56)

19 heures. Concert de soutien aux lycéens interpellés. 6 euros. Avec Iota (électro), Modernfaust (rock metal), Fiskal Bazar (ska reggae en breton), The big Walrus Band (psyck n'roll). Boisson et alimentation bio-équitable sur place par Ingalan. Organisé par le collectif pour la liberté de manifester. (CGT, Fédération anarchiste, Snes, Sud Solidaires, des lycéens et lycéennes). Au Petit Théâtre (derrière la mairie).

Jeudi 1er mai

Toulon (83)

Les anars, dont le groupe Nada (FA), seront à la manif du 1er mai de Toulon. Rdv à 10 h place de la Liberté. Un pique-nique libertaire est prévu après la manif (amener vos victuailles) dans un jardin de la ville.

Paris XVIIIe

17 h 30, au Trianon : *1er mai, jour ferré* puis à 19 heures, concert avec Jean Guidoni, Serge Utgé-Royo, Hélène Maurice, Vincent Absil, Bernard Joyet, Michel Avalon, Céline Caussimon... 80, bd de Rochechouart, Métro Anvers et Barbès. Billets à Publico, Virgin, Fnac ; tél. : 01 43 52 20 40.

Gap (05)

18 h 30. Le collectif Calucha, avec le soutien du Gel-05 de la Fédération anarchiste, organise une soirée projection-discussion autour du film *Et pourtant ils existent, histoire du syndicalisme d'action directe* à la salle le Royal. Collation sur place en prix libre, tables de presse... entrée (et sortie !) gratuite.

Ivry (94)

20 heures. Allain Leprest, accompagné au piano par Nathalie Miravette. Forum Léo Ferré. 11, rue Barbès, Tél. 01 46 72 64 68. Métro : Pierre Curie ou Porte d'Ivry. En tramway : station Porte-d'Ivry.

Vendredi 2 mai 2008
Maison de l'université (Mt-St-Aignan)

18h30 Film Docu

Le pouvoir est dans la rue

réalisé par Alain Tanner

20h30 Spectacle

"Les Anartistes"

Alain Marcadé chante

Ferré, Brassens, Caussimon...

Entrée payante seulement pour le spectacle : 6 euros (4 euros pour chômeurs, précaires, étudiants/lycéens...)

Evènement organisé par le groupe de Rouen de la Fédération anarchiste (farouen@no-log.org) et la librairie libertaire l'Insoumise